

10

Rapport annuel

LA SOCIÉTÉ	
Faits marquants 2010	4
Message du Président du Conseil de Surveillance	6
Entretien avec Olivier Millet	8
Stratégie	10
Conseil de Surveillance	12
L'équipe d'OFI Private Equity	14
Gouvernance	16
RAPPORT FINANCIER	
Indicateurs financiers et boursiers	20
Actif net réévalué	22
Chiffres clés du portefeuille	24
Présentation succincte du portefeuille	26
Compte de résultat consolidé IFRS (extraits)	28
Bilan consolidé IFRS (extraits)	30
RAPPORT EXTRA-FINANCIER	
Nos engagements d'actionnaire responsable	34
Les faits marquants	
Développement durable 2010	42
Le reporting extra-financier ESG	44
La notation extra-financière et l'indice Gaia index	49
RAPPORT D'ACTIVITÉ DES ENTREPRISES	
Dessange International	52
Léon de Bruxelles	56
FDS Group	60
Mors Smitt	64
Gault & Frémont	68
IMV Technologies	72
Fondis Electronic	76
Axson Technologies	80
Credirec	81
BFR Groupe	82
PERSPECTIVES	84

Sommaire

*OFI Private Equity est le Gérant de la société d'investissement OFI Private Equity Capital, société d'investissement cotée sur NYSE Euronext Paris (code OPEC).
Ce rapport annuel a été imprimé sur papier Cocoon 100% recyclé, dans une imprimerie certifiée Imprim'vert et Print'environnement.



Faits marquants 2010



FÉVRIER

► 1^{er} Prix « Développement durable » décerné par Private Equity Magazine.

MARS

► ① Dessange International : acquisition du solde du capital auprès du fondateur.

► IMV Technologies : renforcement de ses positions en Europe avec l'acquisition de Nifa aux Pays-Bas.

AVRIL

► OFI Private Equity Capital obtient la 1^{ère} notation extra-financière du Private Equity « AA » par l'agence de notation Ethifinance.

JUIN

► Augmentation de capital de 35 M€.

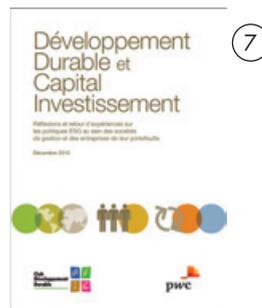
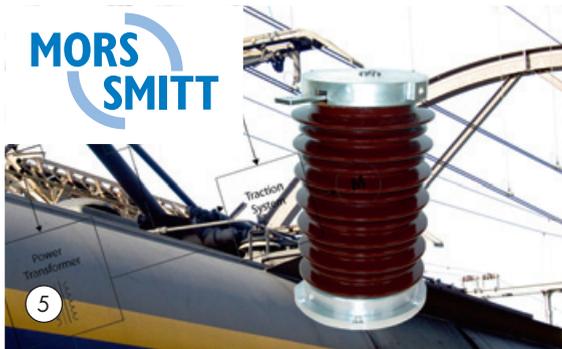
► Distribution de dividendes de 0,27 € par action, soit un rendement de 3,56 % du cours moyen des 12 mois précédant la distribution.

JUILLET

► ② Renforcement des moyens financiers de Léon de Bruxelles pour accélérer le programme d'ouverture de restaurants.

AOÛT

► ③ IMV Technologies : Inauguration du nouveau site industriel et social à L'Aigle.



SEPTEMBRE

➤ ④ Intégration du titre OPEC dans les indices SBF 250, CAC Small 90, CAC Mid & Small 190 et Gaia Index (critères ISR).

➤ Acquisition de Bio Food Pack, moules de cuisson en papier, par Gault & Frémont.

OCTOBRE

➤ ③ Première cession de participation majoritaire, IMV Technologies: 39M€ de trésorerie (multiple de 2,5x et 30% de TRI).

➤ ⑤ Acquisition d'une position majoritaire dans Mors Smitt. Valeur d'entreprise: 49M€.

NOVEMBRE

➤ ⑥ Participation de l'équipe au marathon de New York (entre 3h57 et 4h27) et rencontre avec les représentants du Pacte Mondial des Nations Unies.

➤ 1^{ère} Convention des sociétés du portefeuille sur le thème de la Responsabilité Sociétale des Entreprises.

DÉCEMBRE

➤ ⑦ Parution du livre « Développement Durable et Capital Investissement » corédigé par OFI Private Equity et PricewaterhouseCoopers.

➤ ⑧ Gault & Frémont: première entreprise du portefeuille signataire du Pacte Mondial des Nations Unies.



ROGER ISELI,
PRÉSIDENT DU CONSEIL
DE SURVEILLANCE
D'OFI PRIVATE EQUITY CAPITAL

CHERS ACTIONNAIRES,

Dans un contexte de marché toujours sous tension, nous pouvons être très satisfaits des performances réalisées en 2010 par les entreprises qui nous ont accordé leur confiance. Toutes ont réalisé leur budget ou fait mieux que les performances attendues, avec en particulier d'excellents résultats pour Dessange International et Léon de Bruxelles. L'équipe de gestion d'OFI Private Equity Capital a ainsi confirmé toute sa capacité à réaliser des opérations créatrices de valeur pour ses actionnaires, je les en félicite et les remercie.

En renforçant leur solidité, cet accompagnement répond pleinement aux attentes des différentes sociétés d'origine mutualiste, majoritaires au capital d'OFI Private Equity Capital. Notre but est d'investir dans les entreprises de manière pérenne en les aidant à se développer dans le respect de principes auxquels nous tenons : recherche de rentabilité, vision à moyen ou long terme et Développement durable sont, pour nous, naturellement compatibles.

La cession d'IMV Technologies, chez qui OFI Private Equity Capital conserve une participation minoritaire, ou l'évolution en tant qu'actionnaire majoritaire au capital de Mors Smitt illustrent parfaitement cette philosophie d'accompagnement dans la durée. Nous allons poursuivre cette approche constructive pour les entreprises et les actionnaires en gardant à l'esprit que notre rôle est de leur apporter du dynamisme et de la confiance, au travers de relations humaines exemplaires.

En 2010, cette réussite du modèle économique d'OFI Private Equity Capital s'est traduite par de

très bons résultats nous permettant de proposer un doublement du dividende à 0,50€. Elle s'est concrétisée également par une hausse du cours de Bourse de 18% et une augmentation de capital réussie. Il nous reste maintenant à réduire l'écart entre la valeur du titre et l'actif net; la décote (réduite à 38%) demeure élevée, notamment au regard des opérations réalisées avec IMV Technologies et Mors Smitt.

Pour 2011, la croissance devrait se poursuivre, avec des carnets de commandes bien remplis et l'impulsion de dirigeants ayant su organiser leurs entreprises en vue de la reprise. Nous attendons notamment d'importants axes de développement créateurs de valeur à l'international. Il existe par ailleurs des opportunités de marché à la vente et à l'achat qui vont permettre de poursuivre notre activité de manière efficace et dynamique. OFI Private Equity Capital dispose des moyens, du talent et d'une vision stratégique de long terme pour accompagner de belles PME dans leurs projets de croissance.





—
**ENTRETIEN AVEC
 OLIVIER MILLET,**
 PRÉSIDENT
 DU DIRECTOIRE
 D'OFI PRIVATE
 EQUITY

Quels ont été les temps forts de l'exercice 2010 ?

L'exercice 2010 a été particulièrement actif pour OFI Private Equity Capital: nous avons démontré notre capacité à réaliser des opérations créatrices de valeur et à accompagner la dynamique de développement de nos participations. Nous avons notamment participé à la reconstitution du capital d'IMV Technologies en cédant notre participation à Pragma Capital, une opération qui fait ressortir un multiple d'environ 2,5x sur notre investissement initial. A l'issue de cette cession, nous avons choisi de conserver 11% du capital. Nous sommes également montés à 100% du capital de Dessange International aux côtés du management et nous avons acquis la majorité de Mors Smitt. Nous avons enfin soutenu Gault & Frémont dans une opération de croissance externe.

Par ailleurs, nous avons renforcé notre capacité financière via une augmentation de capital de 35M€ en juin 2010. Malgré un contexte économique peu dynamique, la plupart de nos entreprises ont enregistré une forte croissance, avec un chiffre d'affaires consolidé en hausse de 12%, tiré notamment par Mors Smitt, Financière de Siam, Léon de Bruxelles ou Fondis Electronic qui ont toutes connu une croissance

importante. La marge de nos sociétés a elle aussi progressé de 15%, ce qui donne un Ebitda consolidé de 18,3%. Dans ce contexte, notre actif net réévalué (ANR) annuel a progressé de 11,2% pour s'établir à 14,85€ par action.

Comment expliquer cette bonne tenue des entreprises ?

On constate en effet que nos entreprises sortent renforcées de la crise et avec un fort potentiel de rebond. Cela est dû à leurs qualités intrinsèques, des positions fortes sur leurs marchés mais aussi une extrême discipline en matière d'organisation et de finance. On le doit aussi à l'excellent travail réalisé par leurs dirigeants qui ont redoublé d'efforts face à la crise et qui ont tous une logique de développement impliquant l'ensemble des équipes.

Votre équipe a aussi joué un rôle dans ces performances...

Notre équipe est solide, sérieuse et possède des compétences complémentaires. Nous avons encore amélioré notre organisation en créant un Comité exécutif pluridisciplinaire composé de cinq personnes venant du private equity, de la Direction Financière et de la Direction du Développement durable, ce

qui apporte un regard très complémentaire sur les entreprises et leurs projets. Cette triple approche permet de jouer un rôle d'accompagnateur au sein des sociétés dont nous sommes l'actionnaire majoritaire.

Pourquoi avoir réalisé une augmentation de capital sur OFI Private Equity Capital ?

Tout d'abord, je tiens à souligner que c'était l'une des rares opérations de ce type sur le segment du midmarket en 2010, signe que notre business model est apprécié par le marché. Il était important de réaliser cette opération pour être en mesure d'accompagner les projets de développement de nos entreprises mais aussi pour être prêts à saisir les opportunités d'investissement.

Au cours de l'année 2010, nous avons regardé plusieurs opérations qui ne se sont pas conclues pour des questions de prix, de modèle économique ou même de paramètres ESG (Environnement Social Gouvernance). Je constate que nous avons encore relevé le niveau de nos exigences qualitatives sur les sociétés visées.

Allez-vous poursuivre votre politique de distribution de dividendes ?

Bien sûr, c'est clairement inscrit dans notre stratégie de création de valeur pour nos actionnaires. J'ajoute qu'en cas de cession, nous proposons une distribution de dividendes plus élevée.

Avec l'excellente performance financière réalisée dans l'opération IMV Technologies, nous sommes en mesure de proposer en 2011 un dividende supérieur. Notre responsabilité et notre ambition est de faire grossir la valeur patrimoniale de nos actifs et de rémunérer nos actionnaires de manière régulière et progressive.

Quel bilan tirez-vous de votre présence en Bourse ?

Depuis quatre ans, nous avons eu l'occasion de montrer la pertinence de notre stratégie. En 2010, nous avons franchi une nouvelle étape en Bourse, avec une nette amélioration de notre cours qui nous rapproche d'une capitalisation de 100M€. Cela nous permet notamment d'entrer dans des indices comme le SBF 250, le CAC Mid & Small 190 ou l'indice Gaia Index. Cette évolution se traduit dans les chiffres : après un rebond de 43% en 2009, notre titre a gagné 18% en 2010 alors que dans le même temps, le SBF 250 perdait 2%.

OFI Private Equity Capital fait partie des entreprises d'investissement cotées, avec de solides atouts pour convaincre les actionnaires. Du travail reste à accomplir car la décote entre notre ANR et notre cours de Bourse demeure importante et nous avons conscience que le chemin de la confiance dans les marchés financiers est long... Notre enjeu est essentiel : accompagner le développement de nos entreprises, notamment à l'international, tout en intégrant les enjeux Développement durable dans leur stratégie.

Le Développement durable demeure au cœur de votre stratégie ?

Loin de répondre à un effet de mode, le Développement durable est à nos yeux un enjeu majeur et fait partie intégrante de notre démarche d'actionnaire responsable. 2010 marque la troisième année de nos efforts dans ce domaine : après l'état des lieux en 2008 et les premières démarches de progrès lancées en 2009, l'année 2010 a consacré les premiers éléments concrets de cette approche dans les affaires de nos entreprises, que ce soit sur le plan de l'efficacité énergétique, de la gouvernance, du marketing et de la communication, mais aussi au niveau commercial comme de celui des choix d'investissement. Le Développement durable est désormais intégré par nos dirigeants comme un élément de management et de gestion : nos entreprises se sont largement appropriées le sujet et elles ont quitté le champ des intentions pour celui des actions.

Que vous apporte cette démarche ?

Le Développement durable est un véritable baromètre de la santé de la gestion des entreprises de notre portefeuille. La bonne performance financière de nos participations est indispensable, mais la façon dont cette croissance est construite est également très importante car elle est une assurance sur les résultats à venir.

Au final, le Développement durable est un point commun entre toutes nos entreprises : c'est une vision commune du futur qui repose sur la volonté politique des dirigeants et l'adhésion de leurs équipes. OFI Private Equity Capital n'est plus seul à porter ces valeurs : vingt sociétés françaises de private equity ont déjà signé les PRI (Principes pour l'Investissement Responsable). Nous demeurons tout de même moteur dans la profession avec une implication au Club Développement Durable de l'AFIC et la production d'un livre référence sur le rôle du Développement durable dans le private equity (avec PricewaterhouseCoopers, Activa Capital, Axa Private Equity, Pragma Capital, Céréa Gestion et Natixis Private Equity).

Quelles sont vos perspectives pour 2011 ?

La crise a renforcé notre conviction sur le type de sociétés et de dirigeants que nous souhaitons accompagner, ainsi que sur la façon de les aider à créer de la valeur. Après les 12 acquisitions réalisées sur la période 2006-2008 puis l'étape de consolidation et de soutien de nos entreprises de 2009-2010, 2011 marque l'ouverture d'une nouvelle période. Des opportunités de diversification de notre patrimoine avec de nouveaux projets sont rendues possibles dans un contexte économique et transactionnel redevenu favorable. Nous demeurons très actifs pour soutenir le développement de nos sociétés : début 2011, huit projets de croissance externe étaient à l'étude, dont deux en France, trois en Grande-Bretagne, deux en Chine et un aux Etats-Unis. Enfin, notre capacité reconnue à bonifier les caractères financiers et extra-financiers des entreprises, françaises comme internationales, est un réel atout.

Stratégie

OFI Private Equity Capital investit dans des entreprises fortement rentables et accompagne leurs projets de développement en tant qu'actionnaire responsable. Cela se traduit par un soutien constant de ses sociétés dans leur démarche de développement, qu'il s'agisse d'ouvrir des filiales à l'étranger, de réaliser des acquisitions transformantes ou ciblées, de faire évoluer leur stratégie...

UNE STRATÉGIE CRÉATRICE DE VALEUR ▼

Small caps sur les marchés de niche	Des entreprises d'une valorisation de moins de 100M€, leaders sur leur marché de niche, ayant la capacité à valoriser des opérations de croissance
Actionnaire de référence en partenariat avec le management sur le long terme	Une position d'actionnaire de référence aux côtés d'un management impliqué en accompagnement sur une période supérieure à 5 ans et une gouvernance solide et systématique d'OFI Private Equity au niveau des participations
Objectif de rendement et sécurité	Un investissement mixte en fonds propres et quasi-fonds propres/mezzanine (60%/40%)
Valorisation des critères ESG	Une valorisation des critères extra-financiers — Environnement, Social et Gouvernance— comme éléments de la création de valeur à moyen terme

Cette stratégie d'investissement se déroule dans une logique de long terme (cinq à dix ans), respectant le rythme de développement des entreprises et des équipes de Direction. L'engagement du respect du cycle de vie de l'entreprise aux côtés de ses dirigeants est une valeur essentielle d'OFI Private Equity Capital, qui figure parmi les pionniers dans la mise en place d'une véritable politique de Développement durable pour son compte et celui de ses participations.

Cette notion de respect du rythme de vie de l'entreprise se traduit par une structuration des investissements basée sur des fonds propres et des quasi-fonds propres de type mezzanine, ainsi que par un endettement modéré correspondant au profil de cash-flow de l'entreprise, une démarche qui permet flexibilité, stabilité et pérennité de l'investissement. Cette stratégie innovante et rigoureuse permet d'accompagner dans une véritable logique de partenariat les entreprises et leurs dirigeants dans leurs projets.

Le rôle d'OFI Private Equity Capital est d'aider les PME à franchir une étape de leur développement et à devenir plus performantes. Une fois cette première mission accomplie, OFI Private Equity Capital peut entamer une nouvelle phase de croissance ou passer le relais à d'autres actionnaires susceptibles d'accompagner l'entreprise dans ses nouveaux projets, voire en céder le contrôle tout en demeurant présent à son capital. Dans tous les cas, la solution envisagée est celle susceptible d'apporter les meilleures chances de réussite au développement de l'entreprise.



UN ACCOMPAGNEMENT SUR LE LONG TERME

L'année 2010 a apporté deux illustrations concrètes de la philosophie d'investissement d'OFI Private Equity Capital, investisseur partenaire des entreprises en croissance. Son accompagnement des dirigeants s'inscrit dans la durée et dans le cadre de projets de développement ambitieux, quitte à céder le contrôle à d'autres actionnaires une fois une phase majeure franchie, tout en conservant une part au capital, ou bien à se renforcer pour aider une de ses sociétés dans ses nouveaux défis.

IMV Technologies, de majoritaire à minoritaire

Actionnaire majoritaire d'IMV Technologies durant plus de trois ans, OFI Private Equity Capital a cédé le contrôle de la société en octobre 2010 à Pragma Capital, associé à son management. Sous l'impulsion d'OFI Private Equity Capital, IMV Technologies, le leader mondial en biotechnologies pour l'insémination artificielle animale, est sorti de la cote en 2007, a accéléré son développement en réalisant quatre opérations de croissance externe depuis cette date et a renforcé ses positions dans les pays émergents. La société s'est dotée d'un nouveau site industriel et social, conçu selon des critères HQE en août 2010, afin de renforcer ses capacités de production en France, tout en mettant en place une stratégie de Développement durable de qualité.

La cession est intervenue alors qu'IMV Technologies était nettement en avance sur son projet de développement initial et elle récompense la qualité du travail accompli. L'opération fait ressortir un multiple d'environ 2,5x sur l'investissement initial et un taux de rendement interne d'environ 30%. L'impact net positif de la cession sur la trésorerie d'OFI Private Equity Capital est de l'ordre de 39M€, alors que la valorisation de l'investissement dans l'ANR d'OFI Private Equity Capital s'élevait à 31,5M€ au 30 juin 2010.

Toujours positif sur le devenir de la société, OFI Private Equity Capital a par ailleurs décidé d'y réinvestir, comme minoritaire, à hauteur de 5M€ pour 11% du capital. De quoi continuer à accompagner une belle « success story » française.

Mors Smitt, de minoritaire à majoritaire

Actionnaire minoritaire depuis 2006 au capital de Mors Smitt, leader mondial des relais électromécaniques embarqués pour l'industrie ferroviaire, OFI Private Equity Capital a saisi l'opportunité de la sortie d'un autre actionnaire pour en devenir majoritaire. Sa participation évolue ainsi de 18% à 50% (aux côtés de Dardel Industries et du management) sur la base d'une valeur d'entreprise de l'ordre de 49M€.

Une opération qui intervient donc quatre ans après son entrée initiale au capital de l'entreprise et qui permet à OFI Private Equity Capital de jouer un rôle majeur dans les ambitieux projets de développement de l'entreprise. Le potentiel de développement de Mors Smitt est important: son chiffre d'affaires a bondi de plus de 20% en 2010 à 40,3M€, dont 55% à l'export (hors France et Pays-Bas), contre 26M€ en 2006, soit une croissance de 11% par an tout en conservant un fort niveau de rentabilité.

Bénéficiant à plein de l'essor du marché ferroviaire, notamment dans les pays émergents, la société multiplie les produits innovants et étudie également des projets de croissance externe qui vont lui donner de nouveaux relais de croissance.

Conseil de Surveillance

OFI Private Equity Capital est doté d'un Conseil de Surveillance composé de 9 membres et de 7 censeurs.



ROGER ISELI,

Président (62 ans), a rejoint la Macif en 1976. Il est nommé Directeur de la région Centre en 1990 puis de la région Ile-de-France en 1996. Parallèlement, il est Membre du Conseil de Surveillance d'Arva. Il est nommé Directeur Général de Macif Mutualité en 2005 jusqu'en avril 2008, et Directeur Général de la Macif en 2006.



BENOÎT BATTISTELLI,

Censeur (60 ans, ENA et diplômé de l'Université de Cambridge), a occupé plusieurs postes à responsabilités au sein d'administrations françaises (Ministère de l'Economie et des Finances) entre 1978 et 2004. Depuis mai 2004, il est Directeur Général de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI). Il a présidé le Conseil de Surveillance de l'Académie de l'Organisation européenne des brevets (OEB) de juillet 2005 à juillet 2008. Après avoir été Vice-Président du Conseil d'Administration de l'OEB de décembre 2005 à décembre 2008, il a été élu Président de ce Conseil pour un mandat de 3 ans à compter du 1^{er} mars 2009.



ÉRIC BERTHOUX,

Censeur (53 ans, actuaire diplômé de l'Institut de Sciences Financières et d'Assurance - 1981), est entré dans le Groupe Maif en 2000 après avoir assuré des postes de direction dans divers groupes (Continent Assurances, Athéna Assurances, Generali). Directeur adjoint de Parnasse-Maif jusqu'en 2006, puis Directeur de la Gestion Economique de la Maif, nommé en 2008 directeur de Folia-Maif et membre de la Direction Générale de la Maif, en tant que Directeur Délégué Administratif et Financier. Il est par ailleurs Administrateur, notamment de Sferen et de la Sppicav Delta Immo.



GÉRARD BOURRET,

Censeur (55 ans, licence en sciences économiques, expert-comptable, CPA / IHEDN / CHEDE / DECS), est depuis 1991 Directeur Général du Groupe OFI qu'il a

rejoint en 1984 après avoir été expert-comptable en cabinet de 1979 à 1984. Il est également Président du Directoire d'Ofivalmo Partner et Administrateur de Matmut IARD.



JEAN-LUC BRET,

Membre (64 ans, Istec), est Président Fondateur de La Croissanterie (depuis 1977), l'une des premières chaînes de restauration rapide-viennoiserie/sandwicherie en Europe, avec laquelle il a réalisé deux LBO : le premier avec Barclays Private Equity France et le second avec Pragma Capital. Il est par ailleurs Président de Procos, Fédération pour l'urbanisme et le développement du commerce spécialisé, regroupant les 250 plus grandes enseignes, et Vice-Président du Conseil National des Centres Commerciaux.



JEAN-PAUL CHALLET,

Membre (65 ans, diplômé de l'Institut des actuaires français). En 1979, il démarre l'activité assurance-vie épargne retraite avec Mutavie, filiale de mutuelles d'assurances, et est responsable de cette société depuis son origine. Il participe parallèlement à la création de l'Areper (Association de recherche sur la prévoyance, l'épargne et la retraite) dont il est Président de 1987 à 1990, puis Vice-Président jusqu'à fin 1994. Il contribue en 1992 à la création d'Euresa Life, dont il fut Président de 1998 à 2001 pour le Groupe Macif. Il est actuellement Président du Directoire de Mutavie, Administrateur de Macif Gestion et Représentant permanent Macif au Conseil d'Administration de Gestépargne, Membre du Conseil de Surveillance de Macif Zycie en Pologne et Administrateur d'Atlantis Vida à Barcelone.



BRUNO CHAMOIN,

Censeur (57 ans, ISC) est Président Directeur Général d'Albingia, société d'assurances IARD présente en France depuis 1962, avec laquelle il a réalisé un premier LBO en 2003 avec Barclays Private Equity France, puis un LBO secondaire en 2006 avec deux sociétés d'investissement (Chevrillon & Associés et IDI).



FRANCK DUSSOGE,

Membre (50 ans, Licence Sciences Politiques, Maîtrise AES SFAF - CPA), a débuté sa carrière en 1985 au sein du groupe Apicil où il a occupé diverses fonctions, la dernière étant le poste de Directeur financier et technique. En 2006-2007, il a été nommé Directeur Général Adjoint de la Mutuelle Drôme/Arpica groupe Eovi. Il a rejoint le groupe Matmut en juillet 2007 dont il est le Directeur Général Adjoint chargé des Finances.



HUGUES FOURNIER,

Membre (47 ans, Ingénieur Centrale Lille, IEP Paris, Actuaire CEA), a travaillé au service financier du Crédit Foncier de France avant de rejoindre la Macif en 1993 comme gérant de portefeuilles. Il est depuis 2000 Responsable de la gestion des valeurs mobilières des entités du groupe Macif. Il a été Président Directeur Général de Forinter de 2002 à 2006 avant que la société ne devienne OFI Private Equity Capital.



DANIEL FRUCHART,

Censeur (66 ans, doctorat de mathématiques, actuaire et analyste financier), est entré au GAN en 1973 où il a occupé diverses fonctions, la dernière étant celle de responsable de la gestion de l'ensemble des actifs financiers et immobiliers, en France et à l'étranger. Il rejoint le groupe Macif en octobre 2000, dont il est le Directeur financier.



GÉRARD JEULIN,

Membre (72 ans), a été Fondé de pouvoir chez l'agent de change Kohler entre 1962 et 1980, puis chez Dufour Kohler Lacarrière. En 1982, il fonde Fininfo, société de distribution des produits front-office sur les marchés français des taux à destination des professionnels de la finance, dont il est depuis le Président Directeur Général. En 1990, il crée et préside la société de Bourse Aurel. En 2007, il devient Président Directeur Général de la société Altares jusqu'en 2008. Il est depuis Président du Conseil de Surveillance de Minerva Athena (holding de contrôle d'Altares).



PASCAL LEBARD,

Censeur (48 ans, Edhec), a débuté sa carrière en 1986 au CCF à Londres et à Paris, avant de rejoindre la société d'investissement 3i en 1988. En 1991, il entre chez Exor (Groupe Agnelli) en tant que Directeur en charge des participations, puis rejoint Sequana Capital (ex-Worms & Cie) en 2004 dont il devient Administrateur-Directeur Général Délégué. Il est Président d'Arjowiggins et d'Antalis depuis 2004, Administrateur du Club Méditerranée, de SGS (Genève) depuis 2005, et Administrateur-Directeur Général de Sequana (ex-Sequana Capital) depuis 2007.



JEAN-PAUL MOREAU,

Membre (59 ans, diplômé en droit et gestion), représentant la Mutuelle Assurance des Commerçants et Industriels de France et des Cadres et Salariés de l'Industrie et du Commerce (Macif), a rejoint la Macif en 1984. Ses responsabilités d'investisseur lui ont permis d'y acquérir une riche expérience sectorielle dans les biotechnologies, la presse/édition, l'immobilier, l'hôtellerie/tourisme et les maisons de retraite Dépendance. Il est Président de Macif Participations, Directeur Général de Macifimo, Président Directeur Général de Foncière de Lutèce, Président de Compagnie Foncière de la Macif et Président d'Exitour.



JEAN-LUC NODENOT,

Membre (54 ans, DESS de Gestion, École nationale des impôts), est Président Directeur Général de l'Assurance Mutuelle des Fonctionnaires. Il a été précédemment Président du Groupe Initiatives Mutuelles, qui rassemble neuf mutuelles de la fonction publique d'État, et Président de la Mutuelle des Agents des Impôts. Pendant sa carrière administrative, il a été professeur à l'École nationale des impôts et assistant à l'Université Paris Dauphine (gestion financière et générale). Précédemment Membre du Conseil de Surveillance d'OFI Private Equity Capital en tant que représentant permanent de l'Assurance Mutuelle des Fonctionnaires, il est Membre du Conseil de Surveillance à titre personnel depuis le 25 avril 2008.



JEAN SIMONNET,

Membre (74 ans), est entré à la Maaf en 1959 avant de rejoindre la Macif en 1973. En 1987, après cinq années passées à la tête du secrétariat général, il prend la Direction Générale de la Macif dont il devient Président en 1997. Depuis le 19 juin 2006, fin de son mandat, Jean Simonnet occupe les fonctions d'Administrateur honoraire de la Macif, d'Administrateur de la Socram, d'Administrateur de la Scor et est Administrateur du Conseil d'Administration de la mutuelle SMIP.



CHARLES VAQUIER,

Censeur (59 ans), Charles Vaquier est Directeur Général de l'UMR depuis décembre 2002. Il a débuté sa carrière professionnelle en 1975 en tant que Chargé de clientèle puis Chargé de clientèle Grands Comptes chez AG2R. Entre 1986 et 1997, hormis une incursion à la Direction Commerciale de la State Street Bank of Boston (Paris), il poursuit sa carrière dans le courtage, successivement au Groupe Henner (GMC), au Cabinet Diot et chez Sedgwick Nobel Lowndes Paris. Il rejoint Winterthur International en 1997, d'abord comme Directeur des Assurances Collectives, puis comme Directeur Général, avant de prendre la Direction Développement et Marketing de Credit Suisse Life and Pension Europe - Asie (Winterthur) jusqu'en 2002.

L'équipe d'OFI Private Equity



Le Comex, de gauche à droite : Laurence Château-de Chazeaux, Pierre Meignen, Olivier Millet, Elisabeth Auclair, Erwann Le Ligné

OFI Private Equity est géré par un Directoire composé de 2 membres : Olivier Millet, Président, et Elisabeth Auclair, Directeur Financier, et par un Comité Exécutif composé de 5 membres : les deux membres du Directoire, les deux Directeurs Associés et la Directrice du Développement durable.

OLIVIER MILLET, PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE

Responsable depuis septembre 2005 d'OFI Private Equity, dont il est actionnaire, Olivier Millet affiche une expérience de plus de vingt ans dans le capital-investissement. Il a débuté sa carrière en 1986 en créant Capital Finance (revue de référence du private equity français). Il a ensuite rejoint 3i, avant d'intégrer Barclays Private Equity France dont il a développé pendant onze ans la structure. Il a directement participé à près de trente opérations d'investissement, dont de nombreux LBO (CGEV, Bénédicte, La Croissanterie, Domus et Albingia...). En 2006, il crée «Capitalisme Durable», société de promotion d'un capitalisme tenant compte des nouveaux enjeux du développement durable et éditrice du site d'informations www.eco-life.fr. (École supérieure de commerce et de marketing).

ELISABETH AUCLAIR,
DIRECTEUR FINANCIER,
MEMBRE DU DIRECTOIRE

Avant de rejoindre OFI Private Equity en mai 2008, Elisabeth Auclair a passé les cinq premières années de sa carrière chez Ernst & Young en tant qu'auditeur. Elle a ensuite été chargée de différentes responsabilités au sein de groupes internationaux détenus par des fonds d'investissement. Elle intègre en 1996 le groupe industriel Imaje en tant que Contrôleur financier France, puis rejoint en 2000 la direction financière du groupe d'ingénierie-construction GSE, dans lequel elle a contribué au montage et au suivi de plusieurs opérations de LBO. (Ecole supérieure de commerce de Montpellier, Expert-comptable).

LAURENCE CHÂTEAU-DE CHAZEUX,
DIRECTRICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

En charge du Développement durable au sein d'OFI Private Equity et des entreprises du portefeuille depuis octobre 2008, Laurence Château-de Chazeaux a passé plus de vingt ans en entreprise dans la grande consommation et dans l'humainitaire, où elle a occupé des postes de Directrice du marketing et de la communication. Elle est membre du Comité de pilotage du Club Développement Durable de l'AFIC et a corédigé avec PricewaterhouseCoopers le livre « Développement Durable et Capital Investissement ». (European Business School, CHEE&DD).

PIERRE MEIGNEN,
DIRECTEUR ASSOCIÉ

Entré chez OFI Private Equity en 2005, Pierre Meignen a débuté sa carrière en 2003 au sein d'IDPC où il a mis en place le suivi et la valorisation du portefeuille de participations et a accompagné plus de dix opérations. Il a contribué aux investissements dans Mors Smitt, Credirec, IMV Technologies, Léon de Bruxelles et Dessange International, ainsi qu'à l'introduction en Bourse puis à la cession d'Auto Escape. (MSG et Master de Gestion de Rennes, DESS Finance d'entreprise de Montpellier).

ERWANN LE LIGNÉ,
DIRECTEUR ASSOCIÉ

Erwann Le Ligné a rejoint OFI Private Equity en décembre 2006 après une expérience de trois ans en tant que Chargé d'affaires senior au département des financements d'acquisitions du Crédit Agricole d'Île-de-France, où il était responsable de l'arrangement de la dette senior dans le cadre

d'opérations de LBO sur des PME. Il a contribué notamment aux investissements dans Gault & Frémont et Flexitallic.

(MSG, Magistère de Gestion internationale de l'Université de Rennes, DESS Finance d'entreprise et d'ingénierie financière de Paris Dauphine).

MATHIEU BETRANCOURT,
DIRECTEUR D'INVESTISSEMENT

Mathieu Betrancourt est arrivé chez OFI Private Equity en avril 2008, après une première expérience chez Astorg Partners en tant qu'Analyste. (Maîtrise en informatique effectuée à l'Université Paris XI Orsay. École nationale supérieure des télécommunications).

CÉDRIC BOXBERGER,
DIRECTEUR D'INVESTISSEMENT

Cédric Boxberger est arrivé chez OFI Private Equity en octobre 2008 après avoir travaillé, depuis septembre 2004, chez Deloitte & Associés. Il était, depuis mars 2006, Manager au département conseil en restructuration de Deloitte Corporate Finance, après une première expérience au sein d'un fonds américain de private equity basé à Londres. (ESCP Europe).

RODOLPHE DE TILLY,
CHARGÉ D'AFFAIRES

Rodolphe de Tilly a rejoint OFI Private Equity en décembre 2009. Il a fait partie de l'équipe de Leveraged & Acquisition Finance de la Société Générale à Sydney en tant qu'Analyste pendant deux ans. Il a par ailleurs effectué un stage de six mois en gestion d'actifs chez HSBC Private Banking ainsi qu'un stage de 6 mois en fusions-acquisitions chez Banca Leonardo. (Edhec).

CLARA CHATILLON
CONTRÔLEUR FINANCIER

CAROLE BOURDEAUX
OFFICE MANAGER

AMÉLIE JARAN
ASSISTANTE

Gouvernance

GÉRANT

La gérance d'OFI Private Equity Capital est statutairement assurée par OFI Private Equity. OFI Private Equity est également la société de gestion des FCPR OFI PEC 1 et OFI PEC 2 et a, à ce titre, un agrément AMF en tant que société de gestion.

Le Directoire d'OFI Private Equity est composé de 2 membres : Olivier Millet, son Président, et Elisabeth Auclair, Directeur Financier.

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de Surveillance est composé de 16 personnes (9 membres et 7 censeurs), dont 11 indépendantes et son Président est Roger Iseli. Il se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et au minimum tous les trimestres (il s'est tenu à huit reprises en 2010) afin d'analyser les performances réalisées par les sociétés détenues en portefeuille, mais aussi pour débattre des prévisions et des projets en cours. Il donne également son avis sur tout sujet mis à l'ordre du jour par le Directoire d'OFI Private Equity. Chargés d'assurer le bon déroulement de l'activité de la société, le Directoire et le Conseil de Surveillance sont par ailleurs accompagnés dans leur gestion par divers comités spécialisés.

COMITÉ D'AUDIT ET DES COMPTES

Le Conseil de Surveillance s'est doté d'un Comité d'audit et des comptes, composé de 3 membres, dont 2 indépendants. Ce Comité assiste le Conseil de Surveillance dans le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières - notamment le suivi du processus de l'élaboration de l'information financière, de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, du contrôle des comptes annuels, comptes consolidés et Actif Net Réévalué par les Commissaires aux comptes, et de l'indépendance des Commissaires aux comptes. Ce Comité se réunit au minimum à six reprises dans l'année.

COMITÉ CONSULTATIF D'INVESTISSEMENT ET DE DÉSinVESTISSEMENT

Ce Comité, composé de cinq membres, est consulté pour tout investissement d'un montant supérieur à 0,5 M€. Il a pour fonction d'analyser chaque question relative à l'investissement proposé par l'équipe de gestion d'OFI Private Equity et d'apporter une analyse complémentaire sur les diligences déjà réalisées dans le cadre du traitement des dossiers. Le Comité est également appelé à se prononcer sur les éventuels conflits d'intérêts et il est consulté préalablement aux désinvestissements. Le Directoire d'OFI Private Equity a ensuite seul le pouvoir de procéder à la réalisation de l'investissement.

COMITÉ DE VALORISATION

Composé du Président du Directoire, de la Direction Financière, des Directeurs Associés et des Directeurs d'Investissement, ce comité a pour mission de se positionner sur la valorisation des investissements retenue dans le cadre de l'ANR.

COMITÉ EXÉCUTIF

Créé en 2009 et composé du Président du Directoire, du Directeur Financier, des 2 Directeurs associés et de la Directrice du Développement durable, le Comité exécutif a pour but de maîtriser et faire évoluer la société à travers ses métiers, ses fonctions et ses activités. Il vise à impliquer le plus largement possible l'ensemble de l'équipe dans la réussite de la stratégie mise en place.

CONTRÔLE INTERNE ET DE DÉONTOLOGIE

Deux niveaux de contrôle interne ont été mis en place : le contrôle d'OFI Asset Management, réalisé par son département Audit interne, et le contrôle d'un prestataire extérieur.

Ces contrôles font l'objet de rapports réguliers tout au long de l'année et leurs conclusions sont reprises dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance présenté à l'Assemblée Générale.

COMITÉ DE TRÉSORERIE

Il se réunit trimestriellement afin d'étudier la position de trésorerie de la société et ses allocations de placement. Il est composé de la Direction Financière d'OFI Private Equity et d'analystes gérants d'OFI Asset Management.

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les Commissaires aux comptes sont PricewaterhouseCoopers Audit et Deloitte & Associés. Leurs représentants sont présents à chaque séance de Conseil de Surveillance et de Comité d'audit.

COMMUNICATION

OFI Private Equity Capital apporte un soin particulier à communiquer dans la plus grande transparence sur ses activités et son évolution financière. La société diffuse régulièrement des communiqués de presse (27 en 2010) et apporte un éclairage trimestriel précis sur la composition et la variation de son ANR. Le document de référence annuel, de près de 180 pages, apporte un éclairage complet sur l'activité d'OFI Private Equity Capital et de ses participations au cours de l'exercice précédent.

COMITÉ EXPERT DÉVELOPPEMENT DURABLE

Créé en 2008, le Comité Expert Développement durable a pour rôle de guider OFI Private Equity Capital dans le développement de la stratégie et de la mise en œuvre opérationnelle de sa politique RSE, ainsi que de veiller au respect de la Charte RSE.

Ce Comité est représenté au Comité d'investissement pour garantir la prise en compte des critères extra-financiers dans la stratégie d'investissement. Il se réunit 3 fois par an et est composé de 7 membres indépendants experts et entrepreneurs.

Indicateurs financiers et boursiers	20
Actif net réévalué	22
Chiffres clés du portefeuille	24
Présentation succincte du portefeuille	26
Compte de résultat consolidé IFRS (extraits)	28
Bilan consolidé IFRS (extraits)	30

RAPPORT FINANCIER

10

Indicateurs financiers et boursiers

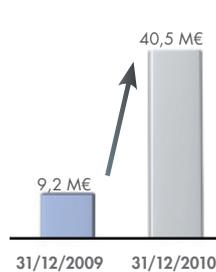
ÉVOLUTION DE L'ANR PAR ACTION



Au 31 décembre 2010, l'ANR par action d'OFI Private Equity Capital a atteint 14,85€, soit une hausse annuelle de 11,2% (retraité de l'augmentation de capital et de la distribution de dividendes de juin 2010), contre 7,1% au cours de l'exercice précédent.

* ANR retraité de l'augmentation de dividendes et de la distribution de dividendes payée en 2010.

TRÉSORERIE DISPONIBLE



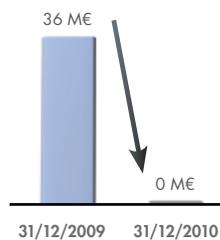
À fin 2010, grâce notamment à son augmentation de capital complétée par la cession de son investissement dans IMV Technologies, OFI Private Equity Capital dispose de 40,5 M€ de trésorerie, auxquels s'ajoutent 11,7 M€ en cours de refinancement de la dette mezzanine sur l'acquisition de Mors Smitt.

COURS DE BOURSE ET DÉCOTE SUR ANR

Après avoir subi en 2008 et début 2009, comme la plupart des acteurs cotés de son secteur, une décote significative de son cours de Bourse par rapport à son ANR, OFI Private Equity Capital a enregistré ces deux dernières années une nette réduction de cet écart, grâce notamment à la solidité de son activité, aux performances opérationnelles de son portefeuille et à la démonstration de la liquidité de ses actifs.

La décote est de 38% au 31 décembre 2010.

DETTE FINANCIÈRE



La dette financière brute a reculé de 45 M€ à 40 M€. La dette financière nette est par conséquent passée de 36 M€ à 0 M€.

Par ailleurs, la ligne de crédit bancaire de 10 M€ a été relayée en mars 2011 par une nouvelle ligne de 15 M€ à échéance novembre 2013.

UNE DÉCOTE EN NETTE RÉGRESSION



DONNÉES BOURSIÈRES

(en euros)	2010	2009
Cours le plus haut de la période	9,2	8,5
Cours le plus bas de la période	7,4	3,3
Cours moyen de la période	8,3	5,9

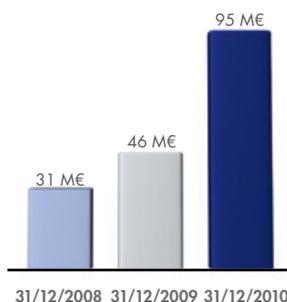
En progression de 18% en 2010, l'action OFI Private Equity Capital a nettement surperformé la plupart des indices boursiers de sa catégorie :

	Performances au 31 décembre 2010 (évolution en base 100)			
	Sur 3 mois	Sur 6 mois	Sur 1 an	Sur 2 ans
OPEC	111	113	118	175
SBF 250	104	115	98	120
CAC M&S 190	109	121	116	157

L'augmentation de capital a permis d'accroître largement le nombre de titres : 4.393.958 nouvelles actions et 19.333.416 BSA ont été créés.

Au 31 décembre 2010, compte tenu des exercices de BSA du second semestre, le nombre d'actions en circulation est de 10.546.509 et celui de BSA de 19.328.371, correspondant à un nombre d'actions potentiel de 3.865.674.

Les volumes échangés sont en nette progression, représentant sur l'année 2010 un total de 57% du flottant.



Codes Isin	
Action	FR0000038945
BSA 1	FR0010909283
BSA 2	FR0010909309

La capitalisation boursière a plus que doublé sur la période, sous l'effet de l'augmentation du capital et de la progression de la valeur du titre.

L'action OPEC est intégrée au SBF 250, CAC Mid & Small 190, CAC Small 90 et au Gaia Index (ISR).

DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

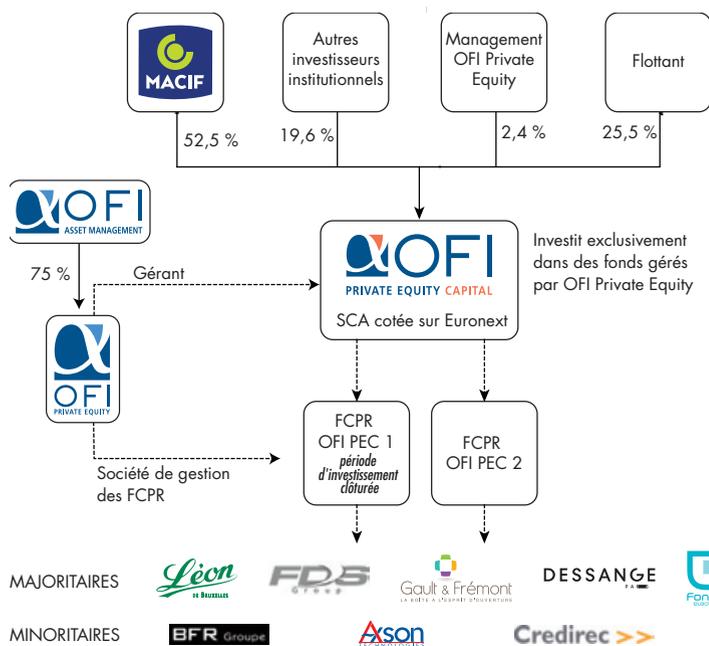
Fidèle à sa stratégie, OFI Private Equity Capital poursuit au titre de l'exercice 2010 sa politique de distribution de dividendes, allée à une forte création de valeur intrinsèque de ses actifs. De plus, la performance réalisée cette année à la cession d'IMV Technologies permet de proposer à l'Assemblée Générale de juin 2011 un dividende en forte croissance de 0,50€ par action, pour 0,27€ en 2010, soit un rendement de 6% du cours moyen 2010.



ORGANIGRAMME JURIDIQUE

OFI Private Equity Capital a le soutien d'un actionariat solide constitué autour d'un groupe d'assureurs mutualistes (Macif, Mutavie, Maif et Filiale Maif) emmené par la Macif, son actionnaire majoritaire.

La gérance d'OFI Private Equity Capital est statutairement assurée par OFI Private Equity. OFI Private Equity est également la société de gestion des FCPR OFI PEC 1 et OFI PEC 2.



ANR

DÉCOMPOSITION DE L'ACTIF NET RÉÉVALUÉ

M€	31/12/2010			31/12/2009 Retraité*	31/12/2009 Publié
	Prix de revient	ANR	€ par action		
Majoritaires	123,0	154,5		139,0	139,0
Minoritaires	10,8	11,5		10,3	10,3
Total Portefeuille	133,8	166,1	15,75	149,3	149,3
Equity	75,3	102,2		85,3	85,3
Mezzanine	58,4	63,9		64,0	64,0
Total Portefeuille	133,8	166,1	15,75	149,3	149,3
Trésorerie		40,5	3,84	9,2	9,2
Capital non versé				34,6	
Actif Brut Réévalué		206,6	19,59	193,2	158,5
Dette obligataire		-30,7		-30,2	-30,2
Dette bancaire		-9,9		-15,0	-15,0
Dettes financières brutes		-40,5	-3,84	-45,2	-45,2
Autres actifs et passifs		3,8		-0,5	-0,5
Dividendes à payer				-1,7	
Provision carried interest		-7,9		0,0	
Minoritaires		-5,4		-5,0	-5,0
ANR		156,6	14,85	140,8	107,8
Nombre d'actions		10 546 509		10 546 509	6 151 542
Par action		14,85€		13,35€	17,53€

*ANR retraité de l'augmentation de dividendes et de la distribution de dividendes payée en 2010.

OFI Private Equity Capital publie trimestriellement son Actif Net Réévalué («ANR»), un indicateur financier qui reflète la performance de la société d'investissement en montrant la valorisation en juste valeur des investissements en capital et mezzanine, pour la proportion qu'elle détient.

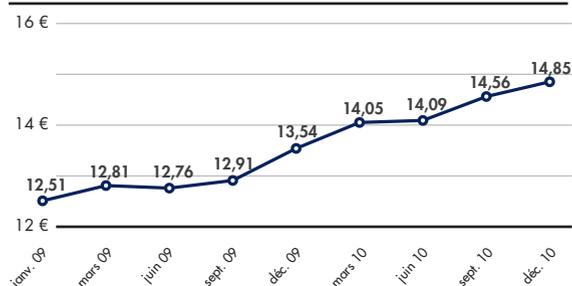
Cet indicateur est donc plus pertinent pour suivre l'activité de capital investissement que les comptes consolidés IFRS qui consolident par intégration globale des sociétés dans lesquelles est exercé le contrôle directement ou indirectement.

La définition de l'ANR est détaillée dans le Document de Référence.

AUGMENTATION STRUCTURELLE DE L'ANR

L'ANR d'OFI Private Equity Capital a augmenté régulièrement, grâce essentiellement à la performance opérationnelle des entreprises du portefeuille et à leur désendettement.

ANR APRÈS RETRAITEMENT DE L'AUGMENTATION DU CAPITAL ▼



Questions à...



Elisabeth Auclair,
DIRECTEUR FINANCIER,
MEMBRE DU DIRECTOIRE

Quel bilan tirez-vous de l'année 2010 ?

C'est un exercice crucial car il a marqué pour OFI Private Equity Capital l'entrée dans une logique de plein exercice de son activité d'investisseur : à l'achat, au développement, mais aussi à la vente de ses entreprises. Cette capacité à investir et à arbitrer des participations matures ou nécessitant le support de nouveaux partenaires est représentative de la qualité du travail accompli. Nous sommes donc entrés dans une nouvelle phase de développement, intégrant le cycle complet de l'investisseur, ce qui nous permet de mettre davantage en avant notre capacité à créer de la valeur.

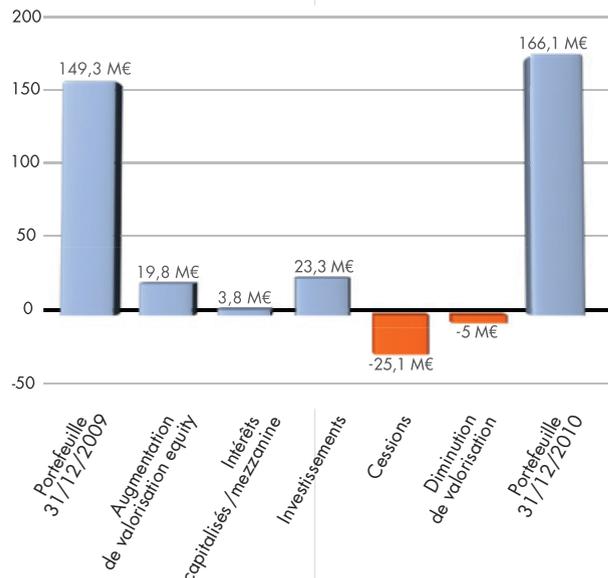
Où se situent vos prochains leviers de création de valeur pour les actionnaires ?

Il en existe plusieurs, à commencer par l'augmentation de l'ANR via le développement des entreprises ; la croissance de l'Ebitda de 10% aurait par exemple un impact de 2,10€ sur l'ANR par action. La rentabilité des sociétés du portefeuille permet un désendettement régulier, environ 20M€ cette année encore, créant une croissance mécanique de l'ANR. Par ailleurs, nous restons prudents dans nos valorisations et la sortie d'IMV Technologies a montré un potentiel de valorisation nettement supérieur par rapport à l'ANR. La réduction de la décote du cours sur l'ANR est également une source importante de création de valeur : une baisse de 10% de la décote aurait un impact à la hausse sur le titre de près de 15%. Enfin, notre politique de distribution de dividendes a elle aussi un impact positif pour l'actionnaire.

Quid de vos capacités d'investissement ?

C'est notre quatrième levier et il est très structurant pour l'avenir : avec une trésorerie disponible de 52M€, nous sommes en mesure de soutenir nos entreprises en portefeuille dans leur développement et de réaliser plusieurs investissements sur 2011-2012. OFI Private Equity Capital dispose donc de nombreux atouts pour continuer à créer de la valeur durable pour ses actionnaires.

ÉVOLUTION DE LA VALORISATION DU PORTEFEUILLE



Le portefeuille est passé de 149,3 M€ à 166,1 M€ sur l'année :

- L'évaluation de la prise de valeur de la part des investissements en Equity est de 19,8 M€, notamment du fait de la bonne performance de Léon de Bruxelles et de Financière de Siam.
- Les intérêts capitalisés sur la part de l'investissement en mezzanine pour 3,8 M€, en complément des intérêts cash perçus sur l'année.
- L'investissement complémentaire dans Mors Smitt et Dessange International.
- La cession de la position majoritaire dans IMV Technologies.
- La provision complémentaire sur l'investissement dans Fondis Electronic.

Chiffres clés du portefeuille

UN PORTEFEUILLE DIVERSIFIÉ

Le portefeuille est composé de 10 participations, dont 6 majoritaires. Aucune participation ne représente plus de 20% de l'actif brut.

UN PORTEFEUILLE D'ENTREPRISES DE QUALITÉ

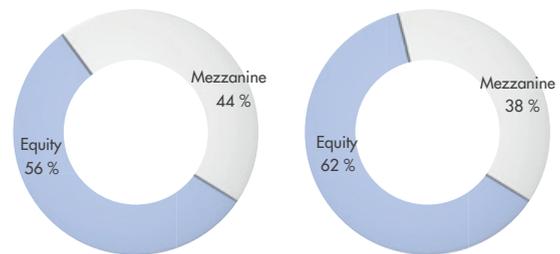
OFI Private Equity Capital a constitué un portefeuille d'entreprises de grande qualité, pour la plupart leaders sur leur marché et disposant d'importantes marges de progression, tant par le développement de produits et services internes que par des perspectives d'opérations de croissance externe structurantes. Conformément à la stratégie présentée au marché, OFI Private Equity Capital met l'accent sur les prises de participations majoritaires, qui représentent 93% de ses engagements.

UN PORTEFEUILLE MULTISECTORIEL

Le portefeuille est composé de 10 participations, positionnées sur 10 secteurs d'activité différents, tant en « Business to Business » qu'en « Business to Customer ».

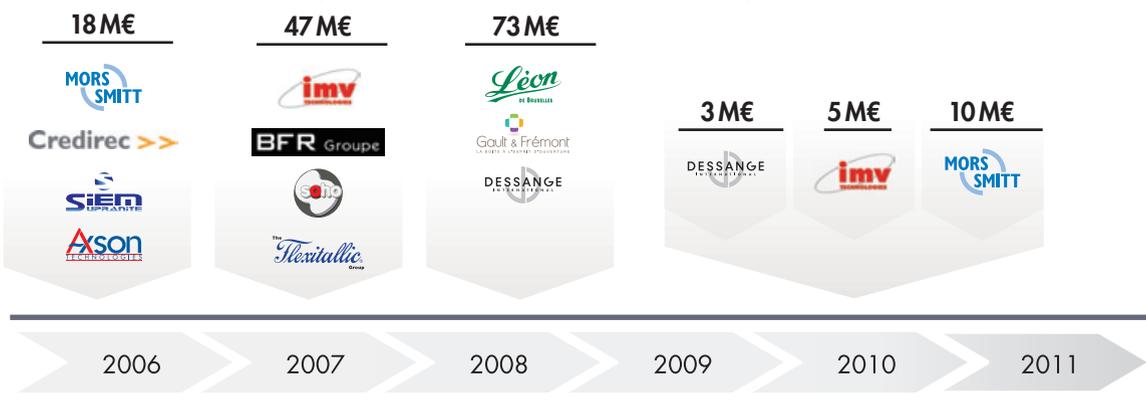
UN PORTEFEUILLE INVESTI EN MIX EQUITY ET MEZZANINE

Investissement initial (134 M€) Au 31 décembre 2010 (166 M€)



HISTORIQUE DU PORTEFEUILLE

INVESTISSEMENTS

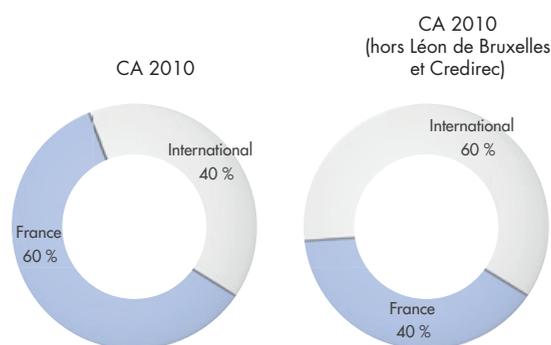


DÉSINVESTISSEMENTS



UNE PRÉSENCE FORTE À L'INTERNATIONAL

Ces entreprises, présentes sur une grande diversité de secteurs, sont très internationales puisqu'elles réalisent 40% de leur activité hors de France, voire 60% si on exclut Léon de Bruxelles et Credirec, dont l'activité est exclusivement française.



Certaines d'entre elles ont par ailleurs des projets importants de développement à l'international :

IMV Technologies

- 10% du CA dans les Bric
- 30% du CA en Amérique du Nord
- ▶ Projet de renforcement en Amérique du Sud.

Mors Smitt

- 20% du CA en Asie
- 10% du CA en Amérique du Nord
- ▶ Nouvelle usine en Chine, force commerciale locale renforcée.

Dessange International

- 16% des salons en Asie et Amériques
- ▶ Projet de développement en Chine.

FDS Group

- + de 60% du CA hors Europe
- Implantations en Chine et au Moyen-Orient
- ▶ Nouvelles implantations en cours.

D'EXCELLENTE PERFORMANCES OPÉRATIONNELLES

Les entreprises du portefeuille ont de nouveau montré leur solidité et leur potentiel de développement en 2010. Malgré une année encore incertaine sur le plan macroéconomique, elles ont affiché une hausse moyenne du chiffre d'affaires de 10,5% et réalisé un Ebitda de 18,3% du chiffre d'affaires. L'ensemble des dix entreprises du portefeuille a réalisé un chiffre d'affaires global de 493 M€ (330 M€ pour les majoritaires) et emploie 3 739 personnes.

M€	Nb de sociétés	Réalisé 2007*			Réalisé 2008*			Réalisé 2009*			Réalisé 2010			
		CA	Ebitda	Marge	CA	Ebitda	Marge	CA	Ebitda	Marge	CA	Ebitda	Marge	Salariés
Majoritaires *	6	289	51	17,8%	313	55	17,5%	296	49	16,4%	330	53	16,2%	2851
Minoritaires *	4	159	30	18,7%	163	31	18,7%	159	28	17,8%	163	37	22,5%	888
Portefeuille	10	448	81	18,1%	476	85	17,9%	455	77	16,9%	493	90	18,3%	3739

* Mors Smitt présenté en majoritaires, IMV Technologies en minoritaires, sur 12 mois.

Présentation succincte du portefeuille

PORTEFEUILLE MAJORITAIRE



Une marque de luxe au service
de la beauté des femmes

Chiffre d'affaires: 53,6 M€

Participation d'OFI Private Equity Capital: 63%

Valorisation dans l'ANR au 31/12/2010: 40,5 M€

Bénéficiant d'une marque de renommée mondiale associée à la beauté et au bien-être, Dessange International affiche 1000 salons de coiffure en franchise sous trois enseignes à forte notoriété: Dessange Paris, Camille Albane et Frédéric Moreno.

La société, dont 40% des salons sont implantés hors de France, dispose d'importants leviers de croissance à travers le développement de son réseau, mais aussi l'augmentation de la vente de produits et services dans ses points de vente.



Brasseries spécialisées
en moules frites et cuisine belge

Chiffre d'affaires: 104,7 M€

Participation d'OFI Private Equity Capital: 59%

Valorisation dans l'ANR au 31/12/2010: 37,4 M€

Avec près de 60 restaurants répartis dans les principales villes françaises, Léon de Bruxelles est l'une des enseignes phares de la restauration à thème.

Fidélisation de la clientèle et croissance du groupe par l'ouverture de nouveaux points de vente (5 à 8 par an) figurent parmi les points forts du spécialiste des moules frites qui sert plus de 5 millions de repas chaque année.



Solutions d'étanchéité de haute
technologie pour industries de pointe

Chiffre d'affaires: 84,4 M€

Participation d'OFI Private Equity Capital: 51%

Valorisation dans l'ANR au 31/12/2010: 39,1 M€

Acteur mondial fortement implanté en Europe, en Amérique et en Asie, FDS Group propose des solutions d'étanchéité industrielle de haute technicité pour des sites de production d'énergie, et notamment des raffineries, gazoducs, usines chimiques ou centrales nucléaires. Sur un marché aux importantes barrières à l'entrée, FDS Group est référencé chez les principaux producteurs d'énergie du monde et bénéficie à plein de l'essor des économies émergentes.



Relais électromécaniques
embarqués

Chiffre d'affaires: 40,3 M€

Participation d'OFI Private Equity Capital: 50%

Valorisation dans l'ANR au 31/12/2010: 25,5 M€

Acteur historique du marché ferroviaire, Mors Smitt est le leader mondial des relais électromécaniques (embarqués dans les trains, sur les aiguillages, les portes, les infrastructures...), un marché qui tire pleinement profit de la croissance de ce mode de transport. La société franco-néerlandaise dispose d'importants atouts en matière d'innovation et de solides implantations dans les pays émergents pour tirer sa croissance dans les prochaines années.



Gault & Frémont
LA BOÎTE À L'ESPRIT D'OUVERTURE

Solutions d'emballage papier-carton

Chiffre d'affaires: 34,8M€

Participation d'OFI Private Equity Capital: 70%

Valorisation dans l'ANR au 31/12/2010: 11,5M€

Leader français dans le domaine de l'emballage en papier et carton pour l'industrie agroalimentaire, Gault & Frémont a pour client aussi bien de grands industriels que des boulangeries-pâtisseries ou des acteurs de la grande distribution. Grâce à son savoir-faire et à l'extension de sa gamme de produits, la société est en mesure de s'ouvrir à de nouveaux marchés, comme elle l'a fait en 2010 en acquérant Bio Food Pack, spécialiste des moules de cuisson en papier sulfurisé.



FONDIS
electronic

Analyseurs portatifs
scientifiques de terrain

Chiffre d'affaires: 11,7M€

Participation d'OFI Private Equity Capital: 70%

Valorisation dans l'ANR au 31/12/2010: 0,5M€

Spécialiste de la distribution de matériel d'analyse portable sur le marché immobilier (amiante, plomb...) et en milieu industriel (métallurgie, recyclage, environnement...), Fondis Electronic s'est réorganisé en 2009-2010 après les difficultés rencontrées par son marché principal, le bâtiment. La société a notamment structuré ses équipes, renforcé ses liens avec ses principaux fournisseurs et étendu sa gamme de produits pour accélérer sa croissance.

PORTEFEUILLE MINORITAIRE



Biotechnologies pour
l'insémination artificielle
animale

Chiffre d'affaires: 47,6M€

Participation d'OFI Private Equity Capital: 11%

Valorisation dans l'ANR au 31/12/2010: 5,1M€

Figurant parmi les acteurs historiques dans le domaine de l'insémination animale grâce à une longue tradition d'innovation, IMV Technologies est notamment leader mondial dans les marchés bovin - dont elle couvre environ 80% du marché mondial - et porcin. Elle s'oriente de plus en plus vers des produits et services liés aux biotechnologies, domaines dans lesquels sa R&D fournit d'importants efforts. Outre son avance technologique, la société s'appuie sur une solide activité à l'international, qui représente 80% de son chiffre d'affaires.



Résines de haute performance
pour applications technologiques
avancées

Chiffre d'affaires: 55,2M€

Participation d'OFI Private Equity Capital: 14%

Valorisation dans l'ANR au 31/12/2010: 1,9M€

Leader européen et numéro deux mondial dans la création de résines de haute performance et composites, Axson s'adresse aux grandes industries telles que l'automobile, l'aéronautique, la construction navale, l'électronique... Organisée autour de pôles autonomes en Europe, Amérique et Asie regroupant six sites de production, la société est en mesure de suivre la plupart de ses clients grands comptes dans le monde, un atout qui lui permet de plus en plus d'être référencé comme fournisseur de premier rang.



Recouvrement de créances civiles

Chiffre d'affaires: 36,7M€

Participation d'OFI Private Equity Capital: 10%

Valorisation dans l'ANR au 31/12/2010: 1,8M€

Partenaire privilégié des établissements de crédit (banques ou acteurs spécialisés), Credirec se concentre sur le recouvrement à l'amiable de créances liées aux crédits automobile et à la consommation. La société figure parmi les leaders du marché et dispose d'une organisation pointue en matière de valorisation des portefeuilles de créance et d'enquête sur le profil des débiteurs.



Distribution
de machines d'emballage
et de conditionnement
pour le secteur agroalimentaire

Chiffre d'affaires: 23,5M€

Participation d'OFI Private Equity Capital: 28%

Valorisation dans l'ANR au 31/12/2010: 2,8M€

BFR GROUPE propose une gamme complète de solutions et services d'ingénierie pour la conception de lignes de production de machines d'emballage et de conditionnement dans le secteur de l'agroalimentaire (ensacheuse, filmeuse, peseuse...). Le groupe opère en tant que distributeur de machines et concepteur-fabricant, cette seconde activité affichant une importante montée en puissance.

Compte de résultat consolidé IFRS (extraits)

M€	31/12/2010	31/12/2009	Retraité 31/12/2010 Restructuration HEI (1)
Revenus des activités ordinaires	339,2	306,6	339,2
EBITDA OPÉRATIONNEL COURANT	55,9	47,3	55,9
% du CA	16,5%	15,4%	16,5%
Dotations aux amortissements et provisions	-18,4	-16,3	-18,4
Résultat opérationnel courant	37,5	31,1	37,5
Autres produits et charges opérationnels	-25,9	4,5	4,4
Résultat opérationnel	11,5	35,6	41,9
Financier	-25,9	-26,8	-25,9
Impôts sur les résultats	-2,2	-2,5	-2,2
RÉSULTAT NET	-16,5	6,3	13,9
Résultat part du groupe	-8,1	8,7	4,9
Résultat part des minoritaires	-8,4	-2,4	9,0

(1) Retraité Restructuration HEI:

Compte tenu des difficultés de la société HEI à rembourser sa dette financière, celle-ci a mené sur l'exercice des négociations avec ses différents partenaires financiers, qui se sont conclues par une restructuration de sa dette.

Au 31 décembre 2010, l'accord formel des créanciers étant soumis à une condition suspensive qui a été levée après la clôture, et malgré la signature du protocole de restructuration antérieurement à l'arrêté des comptes par le Conseil de Surveillance d'OFI Private Equity Capital, les conséquences comptables de la restructuration n'ont pu être constatées sur l'exercice 2010 et seront intégralement retranscrites dans les comptes 2011.

Cependant, OFI Private Equity Capital considère que la dépréciation des actifs incorporels de la société HEI et la restructuration financière dont elle bénéficie sont deux éléments indissociables d'un même contexte économique. Cet événement, postérieur à la clôture, est significatif et est directement lié aux difficultés d'activité qui ont eu pour conséquence la dépréciation significative constatée sur l'exercice. De ce fait, un compte de résultat et un bilan 2010 retraités des effets de cet accord sont présentés afin d'appréhender ces opérations de façon globale, la restructuration financière de la société HEI générant un produit comptable, constaté dans ces comptes retraités en « Autres produits et charges opérationnels », neutralisant une grande partie de la dépréciation de ses actifs incorporels.

Les Revenus des activités ordinaires consolidé progressent en 2010 de 307 M€ à 339 M€. L'activité du groupe Léon de Bruxelles est en forte croissance (+13%), structurellement tirée par l'ouverture de nouveaux restaurants, 5 ouvertures sur 59 restaurants au 31 décembre 2010. La progression de l'activité est également importante pour le groupe Financière de Siam (+17%), notamment grâce au lancement de nouveaux produits et à la poursuite du déploiement sur les marchés émergents. Cinq des six participations du groupe connaissent une croissance de l'activité sur l'année.

L'Ebitda opérationnel courant est passé de 47,3 M€ à 55,9 M€, en croissance de 18%. Cet agrégat est le reflet de la rentabilité des participations consolidées, il comprend également les frais de structure d'OFI Private Equity Capital. Le taux d'Ebitda sur chiffre d'affaires est passé de 15,4% à 16,5%, confirmant la rentabilité structurelle des entreprises consolidées et sa progression sur l'année 2010.

Les «Autres produits et charges opérationnels» sont passés de 4,5 M€ en 2009 à -25,9 M€ en 2010. Ils comprennent en 2010 :

- Le produit sur la cession de IMV Technologies, participation cédée en octobre 2010. La société, leader mondial de l'insémination artificielle animale, acquise en 2007, a été cédée avec un multiple de 2,5 x. La participation était consolidée en intégration globale. Le produit de cession constaté sur l'exercice est de 16,4 M€.

- La dotation à dépréciation des actifs incorporels de HEI : les difficultés rencontrées par la participation ont conduit à constater une dépréciation des actifs incorporels de 31,1 M€ sur l'exercice, en complément de la dépréciation dotée en 2009, soit une dépréciation totale de 39,8 M€. Compte tenu des difficultés de la société HEI à rembourser sa dette financière, celle-ci a mené sur l'exercice des négociations avec ses différents créanciers financiers, qui se sont conclues par une restructuration de sa dette. A l'issue des opérations de restructuration, la société HEI réduira sa dette financière de 41,9 M€. Au 31 décembre 2010, l'accord formel des créanciers étant soumis à une condition qui a été levée après la clôture, et malgré la signature du protocole de restructuration antérieurement à l'arrêté des comptes d'OFI Private Equity Capital, les conséquences de la restructuration n'ont pu être prises sur l'exercice 2010 et seront intégralement retranscrites dans les comptes 2011. La conséquence de l'extinction des passifs financiers aux moyens d'instruments de capitaux propres se traduira par un produit comptable estimé de 30 M€.

Après prise en compte du coût de l'endettement financier net du groupe (25,9 M€) et de l'impôt sur les sociétés (2,2 M€), le résultat net est de -16,5 M€, et -8,1 M€ en part du groupe, le résultat net retraité de la restructuration HEI est 13,9 M€, et +4,9 M€ en part du groupe.

Bilan consolidé IFRS (extraits)

	31/12/2010	31/12/2009	Retraité (1) 31/12/2010 Restructuration HEI
Écarts d'acquisition	107,3	127,7	107,3
Autres immobilisations incorporelles	216,7	249,3	216,7
Immobilisations corporelles	65,6	64,6	65,6
Autres actifs non courants	24,9	23,8	24,9
Actifs non courants	414,5	465,3	414,5
Stocks et créances	89,6	85,3	90,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	92,1	72,0	92,1
Actifs courants	181,7	157,3	182,3
TOTAL ACTIF	596,2	622,7	596,8

	31/12/2010	31/12/2009	Retraité (1) 31/12/2010 Restructuration HEI
Capitaux propres - Attribuable au Groupe	98,5	73,6	113,6
Intérêts minoritaires	11,6	32,3	29,6
Total Capitaux propres	110,1	105,9	143,3
Dettes financières long terme	256,5	220,0	262,7
Autres passifs non courants	76,3	111,3	77,2
Passifs non courants	332,8	331,3	339,9
Dettes financières court terme	73,0	115,4	33,4
Autres passifs courants	80,3	70,0	80,3
Passifs courants	153,3	185,5	113,7
TOTAL PASSIF	596,2	622,7	596,8

(1) Retraité restructuration HEI : voir page 28

CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres part du groupe s'élevaient à 98,5M€ (soit 9,34€ par action au 31/12/2010), et 113,6M€ en retraité de la restructuration HEI (soit 10,77€ par action), pour 73,6M€ au 31/12/2009.

La variation est essentiellement liée à l'augmentation de capital réalisée sur l'année (34,6M€), au résultat de l'année et de la distribution de dividendes.

La part des minoritaires comprend la part des managers des participations et autres co-investisseurs. Elle a été réduite de 32,3M€ à 11,6M€ (29,6M€ en Retraité Restructuration HEI) de l'effet de la déconsolidation d'IMV Technologies (13,2M€).

TRÉSORERIE ET FINANCEMENT

La trésorerie consolidée du groupe est passée de 72,0 à 92,1 M€. Chacune des 6 participations est en trésorerie positive, en croissance ou stable par rapport à l'exercice précédent.

Le niveau de dette financière nette consolidée, correspondant aux dettes financières long terme, dettes financières court terme, minorées de la trésorerie, est passée de 263,5M€, à 237,4M€, et 204M€ en Retraité Restructuration HEI.

	31/12/2010	31/12/2009	Retraité 31/12/2010 Restructuration HEI
Dettes financières long terme	256,5	220,0	262,7
Dettes financières court terme	73,0	115,4	33,4
Trésorerie et équivalents	92,1	72,0	92,1
Dettes financières nettes	237,4	263,5	204,0

La dette financière nette présentée dans le bilan consolidé du Groupe OFI Private Equity Capital est composée de :

- La dette nette souscrite par la société OFI Private Equity Capital, d'un montant de 1 M€ au 31 décembre 2010 qui comprend :
 - (30,7) M€ d'emprunt obligataire souscrit en 2008, à échéance 2013,
 - (9,9) M€ d'emprunt bancaire souscrit en 2010 pour une période d'un an. Sur les 15 M€ souscrits, 5 M€ ont été remboursés en novembre 2010 suite à cession de la ligne de participation IMV Technologies. En mars 2011, cette ligne a été remplacée par une autre ligne de 15 M€ à échéance novembre 2013,
 - +39,6 M€ de trésorerie nette ;
 - La dette nette des sociétés du portefeuille, qui se compose :
 - (206,9) M€ d'emprunts bancaires ou crédit bail souscrits dans le cadre des montages de reprise, ou dans le cadre du financement de leur développement,
 - +52,5 M€ de trésorerie.
- Soit une dette nette bancaire de 154,4 M€ pour les 6 participations, ce qui représente un niveau de 3,2 fois leur Ebitda 2010.
- (82) M€ d'emprunts obligataires de type mezzanine, junior et senior. Ces emprunts obligataires sont subordonnés aux dettes bancaires. Ils n'impactent que marginalement le cash-flow opérationnel puisque totalement remboursables in fine (pour des durées généralement comprises

entre 8 et 10 ans) et soumis à intérêts majoritairement capitalisés. Les normes IFRS imposent leur traitement en dettes financières alors que leur nature économique est proche de quasi capitaux propres.

La diminution de la dette nette est liée principalement à :

- une augmentation de la trésorerie d'OPEC suite à l'augmentation de capital,
- l'opération de rachat de titres de Dessange International,
- les variations de périmètres dues à la sortie d'IMV Technologies et à l'entrée de Mors Smitt,
- les intérêts capitalisés sur les emprunts obligataires.

Ces dettes sont sans recours possible sur la société OFI Private Equity Capital, la société ne s'étant pas portée en garantie. De même, OFI Private Equity Capital n'a pas l'obligation juridique de soutenir les sociétés en portefeuille qui seraient en difficultés de trésorerie, de même les sociétés n'ont pas l'obligation de se soutenir entre elles.

Au 31 décembre 2010, l'ensemble des sociétés du portefeuille respecte leurs covenants sur leurs dettes bancaires et mezzanines à l'exception de la société HEI. Par application de la norme IAS 1 et des recommandations AMF, les dettes HEI sont classées en dettes à moins d'un an au 31 décembre 2010 pour un montant total de 32,7 M€.

Les comptes consolidés dans leur intégralité sont présentés dans le Document de Référence d'OFI Private Equity Capital, disponible sur demande auprès de la société ou sur son site internet.

Nos engagements d'actionnaire responsable	34
1. Une politique ESG intégrée dans notre stratégie d'actionnaire	35
2. La charte RSE d'OFI Private Equity Capital	37
3. Notre engagement en tant que signataire des PRI	40
4. Notre gouvernance ESG	40
5. Notre contribution au sein du Club Développement Durable de l'AFIC	41
Les faits marquants Développement durable 2010	42
Le reporting extra-financier ESG	44
1. Le rapport ESG d'OFI Private Equity	44
2. Le reporting extra-financier ESG consolidé d'OFI Private Equity Capital	45
La notation extra-financière et l'indice Gaia index	49

RAPPORT EXTRA- FINANCIER

10

Nos engagements d'actionnaire responsable

OFI Private Equity Capital a décidé depuis 2008 d'intégrer le Développement durable et les critères extra-financiers comme éléments de création de valeur et de pérennité des performances des entreprises de son portefeuille. Le déploiement et la progression d'une démarche ESG permettront à moyen et long terme de consolider les résultats des entreprises en conjuguant développement économique, social et réduction de l'empreinte environnementale.

Nous nous engageons à faire progresser nos entreprises dans leur responsabilité en matières environnementale, sociale/sociétale et de gouvernance (ESG).

Cet engagement se traduit concrètement par la mise en place des éléments suivants :

1. Une politique ESG intégrée dans notre stratégie d'actionnaire
2. La charte RSE d'OFI Private Equity Capital
3. Notre engagement en tant que signataire des PRI
4. Notre gouvernance ESG
5. Notre contribution au Club Développement Durable AFIC

Questions à...



**Laurence
Château-de Chazeaux,**
DIRECTRICE
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Quelle a été la place du Développement durable chez OFI Private Equity Capital en 2010 ?

En 2010, le Développement durable est devenu une pierre angulaire de la stratégie d'investissement d'OFI Private Equity Capital : les critères extra-financiers font désormais partie de l'analyse d'un dossier au moment des due diligences, ce qui nous a par exemple amenés à retenir un dossier d'investissement qui ne répondait pas à nos critères ESG. Un reporting extra-financier est présenté à chaque Conseil de Surveillance et la Direction du Développement durable est intégrée au Comité Exécutif, ce qui montre à quel point ce sujet fait partie de la stratégie du groupe.

- Et parmi vos entreprises ?

Après une année 2009 de sensibilisation au Développement durable, 2010 a été l'année de lancement de projets opérationnels, mais aussi le début d'une communication des entreprises auprès de leurs salariés et de leurs clients. Afin de mieux mesurer et piloter les axes de progrès, nous avons mis en place un reporting composé de 94 indicateurs de performance ESG qui suivent les démarches de progrès d'une année à l'autre.

- Comment aidez-vous vos participations ?

Mon rôle est d'accompagner la société de gestion et les entreprises du portefeuille dans la mise en place de leur stratégie de Développement durable : diagnostic ESG, Charte Développement durable, lancement de projets sur la biodiversité, l'ACV (analyse du cycle de vie), etc. En tant que signataires des PRI, nous participons activement à la promotion de l'ESG auprès de la profession des investisseurs en capital, notamment à travers le Club Développement Durable de l'AFIC.

1. Une politique ESG intégrée dans notre stratégie d'actionnaire

Depuis 2008, OFI Private Equity Capital prend en compte les critères extra-financiers ESG dans sa stratégie d'investissement et de développement des entreprises de son portefeuille, ainsi que dans le « process » de cession.

STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT

L'analyse des critères ESG permet de compléter les critères de décision d'investissement et d'évaluer plus précisément la politique RSE de l'entreprise.

Évaluer la gouvernance opérationnelle, la gestion des hommes, la relation et la gestion des risques avec ses parties prenantes (salariés, fournisseurs, clients...), la gestion de son impact sur l'environnement : autant de critères majeurs pris en compte en complément des critères financiers.

Les lettres d'intention intègrent une section ESG et la charte RSE d'OFI Private Equity Capital est jointe en annexe. Les mémos d'investissement incluent également une section ESG.

Des due diligences ESG sont réalisées préalablement à tout investissement et permettent d'évaluer la politique RSE de l'entreprise étudiée, ses forces et faiblesses ainsi que ses risques et opportunités.

En 2010, un dossier d'investissement qui offrait des performances financières répondant à nos critères de rentabilité a néanmoins été rejeté après une évaluation des enjeux et risques sur l'ESG : notamment sur la gestion des risques sociaux et environnementaux des sous-traitants de la société, un mode de gouvernance opérationnelle non transparent et une prise de conscience « limitée » du management sur les enjeux et risques ESG.

STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES

• Accompagner la politique RSE

Depuis 2008, la Direction du Développement durable d'OFI Private Equity Capital accompagne les entreprises dans la mise en œuvre et l'optimisation de leur politique RSE.

Elle a apporté sa collaboration aux Comités Développement durable de chacune des entreprises pour : la réalisation d'un diagnostic RSE annuel, d'un Bilan Carbone®, l'adoption d'une charte Développement durable, la formation des équipes et la mise en place d'un reporting ESG. Elle les a aussi accompagnées sur des projets tels que la certification, l'éco-conception, la biodiversité et la communication avec leurs parties prenantes.

En 2010, OFI Private Equity Capital a présenté sa politique Développement durable et sa charte RSE aux équipes de management, les incitant à progresser sur une gouvernance structurée et responsable, à placer la gestion du capital humain au cœur de leur stratégie, à réduire leur empreinte environnementale et à s'ouvrir à une démarche sociétale.

En décembre 2010, OFI Private Equity Capital a organisé sa première convention des entreprises du portefeuille sur le thème : « Le Développement durable et la Responsabilité Sociétale des Entreprises ». Cette manifestation était centrée autour des témoignages des dirigeants de Dessange International, Léon de Bruxelles, Gault & Frémont et IMV Technologies.

• Pérenniser la performance

L'intégration d'une politique ESG contribue à améliorer les performances économiques, sociales et environnementales des entreprises dont OFI Private Equity Capital est actionnaire majoritaire. Cela participe également à leur pérennité financière.

Cette politique ESG contribuera à optimiser la gestion globale de l'entreprise, notamment sur la gestion des risques, du capital humain, des coûts (énergétiques, transport...) et l'anticipation des nouvelles réglementations sociales et environnementales.

Elle doit aussi représenter des opportunités pour l'entreprise : innovation produit, réponse à des appels d'offres intégrant l'ESG, conquête de nouveaux marchés et adaptation à de nouvelles attentes des clients et consommateurs.

À titre d'exemple, Gault & Frémont, avec l'acquisition de Bio Food Pack, lance en 2010 de nouveaux

moules de cuisson, conçus à partir d'une matière première renouvelable (la cellulose), biodégradables, compostables et recyclables, plus respectueux de l'environnement. Il s'agit d'un nouveau produit alternatif aux moules aluminium, répondant à de nouveaux besoins des consommateurs (micro-onde, impact environnemental diminué et, en perception, un produit « moins » toxique que l'aluminium).

Les actions menées à moyen et long terme sur les dimensions sociales et environnementales ont un impact direct sur les résultats de l'entreprise, notamment sur l'augmentation du chiffre d'affaires et de l'Ebitda.

Exemples d'actions concrètes qui ont un impact direct ou indirect sur les résultats :

- Social : la réduction du turnover ou de l'absentéisme, la promotion interne, une politique de gestion des ressources humaines tournée vers la diversité, l'amélioration de la gestion des compétences, l'optimisation des conditions de travail, etc.
- Environnement : la réduction des consommations d'énergie, d'eau et des matières premières (analyse du cycle de vie), la réduction et la valorisation des déchets, l'optimisation de la supply chain, etc.

• **Mesurer la performance : le reporting ESG**

Convaincu que les critères extra-financiers contribueront à pérenniser les cash-flows futurs et à participer à la création de valeur, OFI Private Equity Capital a décidé de mesurer en 2010 la performance ESG des entreprises de son portefeuille en mettant en place un reporting extra-financier. Ce dernier se présente sous la forme de tableaux de bord, composés de 94 indicateurs de performance ESG (environnement, social/sociétal, gouvernance) ainsi que d'un guide pratique.

Ce reporting extra-financier constitue un outil de pilotage du plan d'actions Développement durable pour l'entreprise, ses dirigeants et les actionnaires, afin d'évaluer les résultats obtenus chaque année et la démarche de progrès.

• **Renforcer le partenariat actionnaire/entreprise**

L'accompagnement des entreprises sur leur politique RSE a permis de renforcer les relations actionnaire/management et d'avoir une meilleure connaissance et compréhension de la gestion opérationnelle des entreprises.

Les étapes de la mise en œuvre d'une politique RSE
Sensibilisation > Appropriation > Action

- ① Sensibiliser les dirigeants aux enjeux du Développement durable et de la RSE.
- ② Qualifier et quantifier les enjeux : diagnostic ESG/RSE, Bilan Carbone®.
- ③ Structurer, organiser et piloter : Comité Développement durable et Responsable Développement durable.
- ④ Définir une politique, un plan d'actions et une charte Développement durable.
- ⑤ Sensibiliser et fédérer l'ensemble des salariés et communiquer en interne.
- ⑥ Communiquer en externe : fournisseurs, clients/consommateurs.
- ⑦ Mesurer et analyser les performances Développement durable : diagnostic ESG et indicateurs de performance ESG.

VALORISATION DE LA PERFORMANCE ESG À LA CESSION

Toute société qui a une politique ESG performante contribue à la pérennité des cash-flow futurs. La valorisation des performances ESG à la cession sera le fruit des actions menées et mesurées par un reporting ESG effectué chaque année par l'entreprise dans le domaine social et environnemental, ainsi que sur sa gouvernance.

A l'occasion d'un projet de cession, un cabinet extérieur indépendant peut réaliser une due diligence ESG afin de valoriser ces critères.

En 2010, OFI Private Equity Capital a intégré dans le process de cession d'IMV Technologies sa première due diligence ESG, réalisée par PricewaterhouseCoopers qui a mis en évidence les performances ESG ayant contribué à valoriser la performance d'OPEC sur son investissement.

2. La charte RSE d'OFI Private Equity Capital

OFI Private Equity Capital a élaboré en 2009 une charte RSE (Responsabilité Sociétale de l'Entreprise) illustrant sa politique ESG en tant qu'actionnaire responsable des entreprises dont elle est actionnaire majoritaire.

Cette charte illustre la vision, les engagements et les actions d'OFI Private Equity Capital autour des piliers majeurs du Développement durable : la gouvernance, le social, l'environnement et le sociétal.

OFI Private Equity Capital s'engage à faire progresser chacune de ses entreprises sur 4 axes :

1. Une gouvernance structurée et responsable.
2. Le capital humain au cœur de la stratégie.
3. La réduction de l'empreinte environnementale.
4. L'ouverture à une démarche sociétale.

1

Une gouvernance structurée et responsable

Notre vision

Le rôle d'un actionnaire majoritaire est de contrôler avec vigilance le bon fonctionnement et le développement de ses entreprises.

L'accompagnement de l'équipe dirigeante porte essentiellement sur la vision stratégique à court et moyen terme ainsi que sur le développement et la croissance interne et/ou externe des entreprises. L'actionnaire doit s'assurer que les entreprises identifient leurs principaux enjeux et risques

vis-à-vis de l'ensemble de leurs parties prenantes : actionnaires, salariés, clients, fournisseurs, ONG, administration...

L'actionnaire n'intervient pas dans la gestion opérationnelle des affaires et ne fait jamais preuve d'ingérence dans le management des équipes.

Les dirigeants sont responsables de leur entreprise en matière de gestion sociale, environnementale et sociétale.

Notre engagement

OFI Private Equity Capital s'engage à faire progresser chacune des entreprises de son portefeuille sur un mode de gouvernance performant et structuré, défini comme suit :

- Le Conseil de Surveillance est composé d'une représentation significative d'OFI Private Equity (présidence et/ou plusieurs membres) et d'au moins un administrateur indépendant. Sa fréquence est trimestrielle et à chaque fois qu'un sujet majeur le nécessite. Il présente systématiquement un reporting d'activité, des résultats financiers et extra-financiers ESG, ainsi que des plans d'action business à court et moyen terme. Y sont également abordés les sujets majeurs de développement (croissance interne ou externe).

- Le Directoire/Comité de direction est composé des principaux managers des différentes fonctions de l'entreprise.
- Les réunions mensuelles du contrôle de gestion sont organisées en collaboration avec les Directeurs d'investissement et les Chargés d'affaires d'OFI Private Equity.
- Les comités spécifiques opérationnels (commercial, marketing, rémunération, R&D, production, Développement durable, qualité, etc.) ont pour but de faciliter le management transversal et l'efficacité des organisations.
- Le code de conduite des affaires/code éthique formalise les engagements et la responsabilité d'une entreprise et de ses collaborateurs vis-à-vis des parties prenantes internes et externes (actionnaires, salariés, clients, fournisseurs, partenaires commerciaux, environnement, société civile) ainsi que les principes, valeurs et comportements qu'elle respecte dans la conduite de ses activités.
- Des réunions trimestrielles se déroulent avec la Direction du Développement durable d'OFI Private Equity.

Notre action

OFI Private Equity Capital doit s'assurer que chaque entreprise de son portefeuille progresse sur 5 enjeux importants :

1. Avoir un Directoire et un Comité de direction composés de managers avec leadership, autonomie et compétences managériales, gérant leur organisation de façon structurée et performante.
2. Renforcer la présence d'administrateurs indépendants dans les Conseils de Surveillance.
3. Respecter un calendrier, un ordre du jour, un compte rendu formalisé pour tous les Conseils de Surveillance.
4. Communiquer un rapport d'activité sur les critères extra-financiers à chacun des Conseils de Surveillance.
5. Garantir une éthique des affaires (code de conduite, signature du Pacte Mondial de l'ONU).

2

Le capital humain au cœur de la stratégie

Notre vision

Les hommes et femmes (dirigeants, managers, salariés) constituent une partie majeure du capital immatériel de l'entreprise : son capital humain. Ce dernier est une réelle force pour l'entreprise lorsque la politique sociale contribue non seulement à former, mais aussi à développer et motiver les salariés. Cela lui permet aussi d'améliorer en continu sa performance, son efficacité, et d'atteindre ses objectifs dans une vision de développement pérenne. La Responsabilité Sociale relève de la responsabilité des dirigeants de l'entreprise vis-à-vis de ses salariés.

Notre engagement

OFI Private Equity Capital s'engage à s'assurer que le capital humain soit placé au cœur de la stratégie des entreprises et qu'il soit considéré comme un élément clé, garantissant les résultats et la pérennité de la société. Lors du processus d'investissement, l'évaluation de ce capital humain est réalisée avec une attention particulière.

OFI Private Equity Capital effectue systématiquement un audit social ainsi que plusieurs entretiens avec les dirigeants et leurs équipes afin d'évaluer les points constitutifs d'une politique sociale performante tels que :

- La qualité des dirigeants et de leurs équipes de managers.
 - Le mode de management, d'organisation et de fonctionnement.
- Quelques indicateurs sociaux pertinents tels que l'ancienneté, la pyramide des âges, la diversité, le turnover, les accidents du travail, le licenciement, la politique de rémunération, les conventions collectives, les types de contrats salariés, le respect du droit du travail, les litiges, l'épargne salariale, la santé, l'hygiène, la sécurité, les instances représentatives, etc.

Notre action

OFI Private Equity Capital doit s'assurer que chaque entreprise progresse sur 4 enjeux majeurs constitutifs d'une politique sociale performante :

1. Développer l'employabilité à travers la gestion des compétences et la formation.
2. Développer la diversité.
3. Assurer les conditions de travail, de santé et de sécurité de façon optimale pour ses collaborateurs.
4. Favoriser un dialogue social permanent et constructif.



Notre vision

La responsabilité environnementale des entreprises devient un enjeu incontournable face au contexte législatif (Reach, Grenelle de l'Environnement, taxe carbone...), mais également face aux nouvelles exigences du corps social (consommateurs/clients, salariés, épargnants) et aux pressions des donneurs d'ordres des grandes entreprises.

Notre engagement

OFI Private Equity Capital s'engage à prendre en compte les principaux enjeux environnementaux qui portent sur le changement climatique lié aux gaz à effet de serre, l'utilisation des énergies fossiles et l'évolution de la biodiversité. Pour ce faire, les entreprises doivent mesurer l'impact de leur activité directe et indirecte sur l'environnement, ainsi que de leur dépendance carbone et énergétique, au regard des coûts financiers exponentiels de demain.

Lors du processus d'investissement dans une entreprise, OFI Private Equity Capital effectue un audit environnemental. Celui-ci évalue le respect de la réglementation environnementale et de la gestion des risques en matière de pollution, de contamination et de toxicité (eau, air, sol, sous-sol), le respect de la réglementation sur les conditions de travail/sécurité/santé/hygiène des travailleurs en lien avec l'environnement.

Notre action

OFI Private Equity Capital s'assure que chaque entreprise progresse sur 4 enjeux majeurs d'une politique environnementale :

1. La réduction des émissions de gaz à effet de serre générées par l'activité directe et indirecte de l'entreprise : baisse des consommations de ressources, optimisation de la gestion des déchets, réduction de la consommation d'énergie pour les transports de marchandises, de produits et de personnes.
2. La diminution de son impact sur la biodiversité.
3. L'initiation d'une démarche d'éco-conception de certains produits et services.
4. L'intégration des critères sociaux et environnementaux dans la politique d'achats fournisseurs/prestataires (charte fournisseurs).



Notre vision

Les entreprises les plus performantes sont celles qui s'ouvrent au monde extérieur et qui interagissent avec l'ensemble de leurs parties prenantes, notamment auprès de leur secteur d'activité, de leur position territoriale et régionale, de la société civile, des ONG et du monde associatif.

Notre engagement

OFI Private Equity Capital s'engage à soutenir et encourager les entreprises de son portefeuille à développer leur démarche sociétale dans différents domaines : secteur d'activité (syndicats, organismes ou fédérations professionnels), implantation locale/régionale auprès d'associations, d'ONG ou d'acteurs engagés dans le Développement durable.

Notre action

OFI Private Equity Capital doit s'assurer que chaque entreprise progresse sur sa relation avec l'ensemble de ses parties prenantes : élaboration d'une cartographie des parties prenantes sociétales.

3. Notre engagement en tant que signataire des PRI

En 2009, OFI Private Equity Capital a signé les PRI (Principes pour l'Investissement Responsable) de l'ONU, confirmant son engagement à intégrer les critères extra-financiers ESG dans sa gestion et sa stratégie d'investissement, ainsi que dans le développement des entreprises de son portefeuille.

En 2010, OFI Private Equity Capital s'engage plus loin dans sa démarche de signataire des PRI :

- Réalisation du premier « PRI reporting and assessment survey ».
- Participation à la première réunion des signataires français des PRI (organisée par le Fonds de Réserve des Retraites).
- Première rencontre au siège des Nations Unies à New York entre le CEO des PRI, Jérôme Tagger, un représentant du Pacte Mondial, et l'équipe d'OFI Private Equity.
- Signature des 6 principes des PRI par chaque collaborateur, les engageant dans leur métier à promouvoir et intégrer une démarche ESG.

4. Notre gouvernance ESG

Une Directrice du Développement durable, membre du Comité Exécutif, rattachée au Président du Directoire d'OFI Private Equity.

Un Comité Expert Développement durable composé de 7 membres indépendants externes (entrepreneurs et experts), représenté par un de ses membres au Comité d'investissement.

Un reporting extra-financier systématique au Conseil de Surveillance d'OFI Private Equity Capital et à l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Les 6 principes des PRI

- ① « Nous prendrons en considération les questions ESG dans les processus d'analyse et de décision en matière d'investissements »
- ② « Nous serons des investisseurs actifs et tiendrons compte des questions ESG dans nos politiques et pratiques d'actionnaires »
- ③ « Nous demanderons aux entités dans lesquelles nous investissons de publier des informations appropriées sur les questions ESG »
- ④ « Nous favoriserons l'acceptation et l'application des principes auprès des acteurs de la gestion d'actifs »
- ⑤ « Nous travaillerons ensemble pour accroître notre efficacité dans l'application des Principes »
- ⑥ « Nous rendrons compte individuellement de nos activités et de nos progrès dans l'application des Principes »

Site Internet:
<http://www.unpri.org/principles/french.php>

5. Notre contribution au sein du Club Développement Durable de l'AFIC

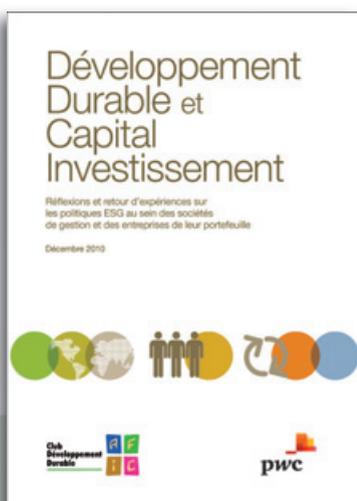


Le Club Développement Durable de l'AFIC (Association Française des Investisseurs en Capital), créé en 2009, est présidé par Olivier Millet et piloté par un Comité constitué de 9 sociétés de Private Equity: Activa Capital, Astorg Partners, Axa Private Equity, Céréa Gestion, Demeter Partners, Natixis Private Equity, PAI Partners, Pragma Capital et OFI Private Equity.

Le Club Développement Durable a défini ses engagements:

- Servir de plate-forme d'échanges d'expériences sur la mise en place d'une politique ESG tant auprès des sociétés de gestion que des sociétés en portefeuille.
- Faire des recommandations au Conseil d'Administration de l'AFIC en matière ESG.
- Jouer un rôle de promotion des PRI pour l'ONU.
- Jouer un rôle d'intermédiaire du « Responsible Investment Advisory Board » du BVCA (British Venture Capital Association).

En 2010, le Club Développement Durable a organisé plusieurs réunions à l'AFIC pour mobiliser ses membres et faire témoigner des acteurs sur l'ESG: investisseurs institutionnels (Caisse des Dépôts, Hermes EOS) et sociétés du capital investissement (Axa Private Equity, OFI Private Equity Capital...).



« Développement Durable et Capital Investissement »

En décembre 2010, le Club Développement Durable de l'AFIC publie le livre « Développement Durable et Capital Investissement » dont la première édition a été corédigée par OFI Private Equity et PricewaterhouseCoopers.

Réalisé sur la base d'entretiens et de retours d'expérience d'investisseurs institutionnels et de professionnels du capital investissement

français et étrangers, ce livre présente des éléments de réflexion et une première approche méthodologique d'intégration des critères extra-financiers ESG au sein des sociétés de gestion et de leurs participations.

Site Internet: http://www.AFIC.asso.fr/Website/site/fra_rubriques_commissionscomitesetgroupesdetravail_lesclubs.htm

Les faits marquants Développement durable 2010

OFI PRIVATE EQUITY

- La signature des PRI, de la charte de l'AFIC et de la Charte RSE d'OFI Private Equity Capital par l'ensemble des collaborateurs d'OFI Private Equity.
- L'intégration de l'indice Gaia Index (ISR).
- La poursuite de la politique éco-responsable des bureaux.
- La présidence du Club Développement Durable de l'AFIC et la corédaction avec PricewaterhouseCoopers du livre «Développement Durable et Capital Investissement».
- Le Partenariat avec les «Green Dating» (rendez-vous mensuels de l'économie durable) et Citizen Capital (fonds d'investissement avec une démarche sociétale).

DESSANGE INTERNATIONAL

- La création d'un Comité Développement durable.
- Le développement d'une formation e-learning pour les salons Dessange France.
- L'engagement de Dessange International sur la biodiversité: signature des guidelines du NRSC (Natural Ressources Stewardship Circle) et partenariat avec l'ONG «L'Homme et l'environnement».
- Le lancement de la gamme capillaire de luxe «responsable» Dessange Paris.
- Le partenariat renforcé avec l'association CEW (Cosmetic Executive Women).

LÉON DE BRUXELLES

- La création d'un Comité Emploi - Formation piloté par la Direction des opérations en collaboration avec les ressources humaines.
- Une politique de ressources humaines très engagée dans la diversité.
- Une communication sur le Développement durable auprès de ses parties prenantes: salariés, clients, fournisseurs, presse.
- La mise en place d'indicateurs de suivi des consommations d'énergies (électricité, gaz, fuel), d'eau, de déchets et papier.
- L'amélioration continue de l'efficacité énergétique des bâtiments et la prise en compte des aspects environnementaux dans la construction des 5 restaurants ouverts en 2010.
- Un partenariat depuis 2008 avec la fondation Mouvement pour les Villages d'Enfants.

FDS GROUP

- La définition d'une mission d'entreprise intégrant des critères de Développement durable.
- La mise en place du programme Life (Little Improvement From Everybody), impliquant l'ensemble des salariés (Flexitallic Ltd).
- La création de l'Academy of Joint Integrity.
- Un engagement sociétal fort (partenariat avec des ONG).

MORS SMITT

- Une mission et des valeurs qui définissent sa responsabilité et ses engagements vis-à-vis de ses parties prenantes, notamment sur les enjeux sociaux et environnementaux.
- Une politique sur l'environnement intégrée au sein des sites industriels (certifiés ISO 9001 et 14001), dans le développement et la conception des produits, dans sa politique fournisseurs ainsi que dans sa politique de réduction des consommations d'énergies des sites et du siège.
- Le lancement en 2010 d'un nouveau produit: le MSAV 25 000 en faveur de l'optimisation et de la réduction de la consommation d'énergies pour le ferroviaire.
- Une politique sociale responsable qui permet d'accompagner sa croissance.

GAULT & FRÉMONT

- La signature du Pacte Mondial des Nations Unies.
- Une Charte Développement durable.
- La certification du site industriel PEFC et FSC et l'obtention de la marque Imprim'vert.
- La poursuite du déploiement des organisations responsabilisantes.
- La mise en place de la démarche HACCP (Hygiène et sécurité alimentaire).
- Un programme de réduction et de traitement des déchets solides et liquides.
- Le lancement d'une gamme «écologique» Bio Food Pack.

IMV TECHNOLOGIES

- La nomination d'un Directeur Qualité et Développement Durable.
- Un Code Éthique, signé par l'ensemble des cadres.
- Une Charte Développement durable.
- Un nouveau siège industriel et social conçu selon des critères HQE.
- Une étude réalisée sur les transports pour réduire l'empreinte carbone d'IMV Technologies.
- Un programme de sauvegarde du patrimoine génétique d'espèces dont certaines sont en voie de disparition.
- Un engagement dans des projets collectifs locaux sur le Développement durable.

FONDIS ELECTRONIC

- Une nouvelle gouvernance opérationnelle.
- Un projet d'entreprise pour mobiliser les collaborateurs.
- Une politique sur la sécurité et la santé des salariés, supérieure à la réglementation.
- Une politique rigoureuse sur le traitement des déchets issus de sources radioactives.

Le reporting extra-financier ESG

1. Le rapport ESG d'OFI Private Equity

GOUVERNANCE

La gouvernance d'OFI Private Equity, gérant d'OFI Private Equity Capital, est organisée autour d'un Conseil de Surveillance, composé de 9 membres, qui se sont réunis 4 fois en 2010, d'un Directoire et d'un Comité exécutif. Une cartographie des parties prenantes a été réalisée, permettant d'identifier et d'analyser l'importance, les attentes, les enjeux ainsi que les impacts réciproques d'OFI Private Equity Capital vis-à-vis de ses parties prenantes.

En 2010, OFI Private Equity Capital intègre l'Indice Gaia Index : premier indice boursier ISR dédié aux valeurs moyennes françaises cotées évaluant les critères extra-financiers.

SOCIAL

L'équipe est constituée de 13 personnes avec 3 pôles d'activités : Direction d'Investissement, Direction Financière et Direction du Développement durable. Son mode d'organisation et de management repose sur la responsabilisation, la délégation, la formation et le travail d'équipe.

En 2010, les priorités RH ont été de renforcer la culture et les valeurs de l'entreprise (à travers notamment un projet d'équipe fédérateur : la préparation sur une année et la participation au marathon de New York), d'améliorer la communication interne, d'accroître l'efficacité des équipes ainsi que d'assurer le bon fonctionnement avec les dirigeants des participations. Les collaborateurs d'OFI Private Equity ont signé les PRI, la Charte de l'AFIC et la Charte RSE d'OFI Private Equity Capital, les engageant individuellement dans leur métier à promouvoir et pratiquer une démarche Développement durable.

ENVIRONNEMENT

En 2009, OFI Private Equity Capital a réalisé un Bilan Carbone® afin de mesurer les émissions de gaz à effet de serre de son activité.

En 2010, elle poursuit la mise en place de la politique éco-responsable de ses bureaux :

- Achat de 100% de recyclé, labellisé « Der Blaue Engel ».
- Mise en place du tri des déchets (cartons d'emballage, aluminium...).
- Poursuite de la collecte des déchets papier par l'entreprise du secteur adapté Elise (Entreprise Locale d'Initiatives au Service de l'Environnement). En 2010, plus de 700 kg de papier ont été recyclés.

SOCIÉTAL

OFI Private Equity Capital est très investi dans la promotion du Développement durable au sein de l'industrie du private equity : Présidence du Club Développement Durable de l'AFIC et corédaction avec Pricewaterhousecoopers du livre « Développement durable et Capital Investissement ».

Elle poursuit son engagement auprès d'acteurs du Développement durable : partenaire des « Green Dating » (rendez-vous mensuels de l'économie durable), de Citizen Capital (fonds d'investissement avec une démarche sociétale) et membre de l'EVPA (European Venture Philanthropy Association).



2. Le reporting extra-financier ESG consolidé d'OFI Private Equity Capital

En 2009, OFI Private Equity Capital a élaboré une Charte RSE (cf. pages 37 à 39) qui formalise ses engagements et ses actions auprès des entreprises dont elle est actionnaire majoritaire.

En 2010 a été établi un reporting extra-financier composé de 94 indicateurs de performance ESG pour mesurer les actions et les démarches de progrès réalisées par chacune des entreprises du portefeuille, comme par la société de gestion.

Ce reporting extra-financier ESG constitue un outil de pilotage du plan d'actions Développement durable pour l'entreprise, ses dirigeants et ses actionnaires, afin d'évaluer les progrès d'une période à l'autre. La consolidation du reporting extra-financier 2010 présente une sélection des indicateurs les plus pertinents.

Les indicateurs du reporting ESG ont été définis à partir de référentiels tels que la Global Reporting Initiative (GRI) et la norme internationale ISO 26000.

GOVERNANCE

Les entreprises du portefeuille d'OFI Private Equity Capital sont organisées selon un **mode de gouvernance structuré et responsable**: un Conseil de Surveillance qui se réunit en moyenne 6 fois par an, composé en moyenne de 6 membres; un Directoire/Comité de Direction qui se réunit en moyenne une fois par mois.

Ces entreprises progressent: 5 entreprises sur 6 présentent un reporting ESG à chaque Conseil de Surveillance en 2010, contre 1 seulement en 2009. 5 d'entre elles ont également nommé un responsable Développement durable et constitué un Comité Développement durable.

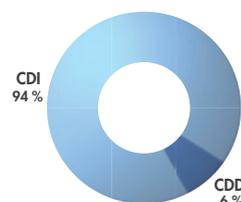
En 2010, OFI Private Equity Capital, IMV Technologies et Gault & Frémont ont formalisé leur engagement par l'élaboration d'une Charte Développement durable/RSE, IMV Technologies s'est doté d'un Code éthique depuis 2009 et Gault & Frémont a signé le Pacte Mondial des Nations Unies en 2010.

SOCIAL

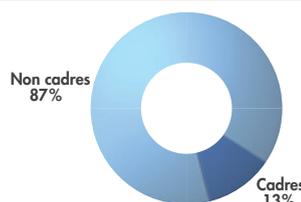
OFI Private Equity Capital s'engage à ce que le **capital humain** soit placé **au cœur de la stratégie** des entreprises et que chaque entreprise progresse sur 4 enjeux: **l'employabilité à travers la formation et la gestion des compétences, la diversité, les conditions de travail/santé/sécurité et le dialogue social.**

Le reporting social s'étend sur un périmètre de 2096 salariés, dont plus de la moitié sont employés de Léon de Bruxelles. 94% des salariés sont en CDI, 87% sont des non-cadres (un pourcentage important lié aux secteurs d'activité des entreprises: coiffure, restauration et sites industriels). Le nombre d'emplois est globalement stable, avec 65 emplois nets créés en 2010. Le turnover ajusté est de 13%, hors Léon de Bruxelles, dont le turnover de 42,5% se situe à un niveau faible pour la restauration.

RÉPARTITION CDD/CDI ▼

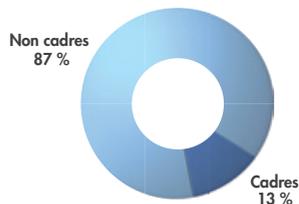


RÉPARTITION CADRES / NON-CADRES ▼



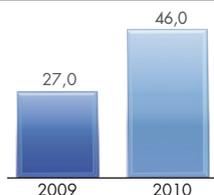
Les entreprises sont mobilisées sur le développement de la formation et la gestion des compétences: 74% des salariés ont suivi une formation, dont 87% de non-cadres. 100% des entreprises ont mis en place un processus d'entretiens annuels formalisés et 47% des salariés en ont bénéficié en 2010.

RÉPARTITION DE LA FORMATION ▼

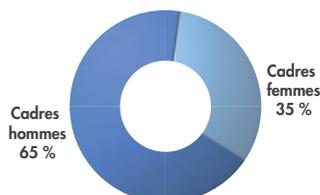


2 entreprises sur 6 ont formalisé une politique de non-discrimination, de diversité ou d'égalité des chances, et 3 ont une politique d'insertion de travailleurs handicapés. Les seniors représentent 12 % de l'effectif total et toutes les entreprises ont signé un accord « senior ». Les femmes cadres représentent 35 % du total cadres et 50 % des entreprises ont intégré une femme dans leur Directoire.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE COLLABORATEURS HANDICAPÉS ▼



RÉPARTITION CADRES HOMMES / FEMMES ▼



Les entreprises ont toutes mis en place des mesures préventives visant à améliorer les conditions de travail, de santé et de sécurité. 158 accidents du travail avec arrêt ont été recensés en 2010, une diminution de 5 % par rapport à 2009, et le taux d'absentéisme est de 4 %, également en baisse.

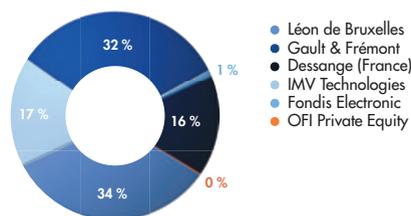
Les entreprises ont un bon niveau de dialogue social grâce à une communication forte entre les dirigeants et les instances représentatives du personnel.

ENVIRONNEMENT

OFI Private Equity Capital s'engage à **prendre en compte l'impact de son activité sur l'environnement**. Le groupe s'assure que les entreprises de son portefeuille réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre notamment par la baisse de la consommation de ressources, optimisent la gestion de leurs déchets et diminuent leur impact sur la biodiversité.

En 2009, OFI Private Equity Capital a mesuré l'impact de son activité sur l'environnement en réalisant un Bilan Carbone® consolidé de sa société de gestion et de 5 de ses 6 entreprises majoritaires. Cette démarche d'évaluation, qui a comptabilisé 59 980 TéquCO₂, pousse la majorité des sociétés du portefeuille (4 sur 6) à s'engager dans une politique environnementale, avec un plan d'actions défini et des mesures de progrès.

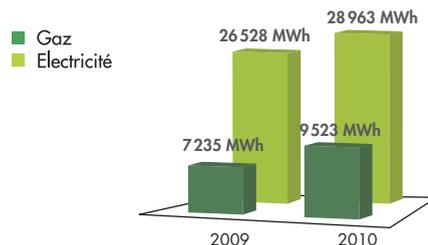
BILAN CARBONE® CONSOLIDÉ 2009 OFI PRIVATE EQUITY CAPITAL ▼



2010 a été, par ailleurs, l'année de mise en place de la collecte et du suivi des consommations d'énergie et d'eau pour toutes les entreprises.

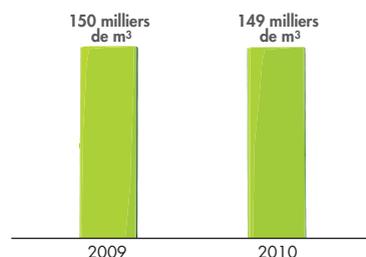
La consommation d'énergie s'élève à 38 486 MWh, dont 75 % d'électricité et 25 % de gaz. La consommation de gaz, utilisée pour le chauffage par 3 entreprises, a accusé une forte augmentation en 2010, due notamment à un hiver rigoureux et à la mise en route d'une nouvelle usine. Le ratio énergétique est de 152 KWh consommés par euro de chiffre d'affaires réalisé.

RÉPARTITION DES CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE PAR SOURCE ▼



149 milliers de m³ d'eau ont été consommés en 2010, soit une légère baisse par rapport à l'année précédente (150 milliers de m³ en 2009).

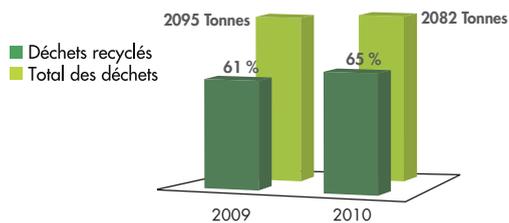
CONSOMMATION D'EAU* ▼



* hors Fondis Electronic

Les entreprises ont toutes mis en place un système de tri et de valorisation des déchets, ce qui permet d'atteindre un taux de recyclage de 65%. Ce chiffre est en légère progression par rapport à 2009.

PART DES DÉCHETS RECYCLÉS** ▼



** hors Léon de Bruxelles

4 entreprises sur 6 sont engagées dans des projets visant à réduire l'impact de leur activité sur la biodiversité et 2 sociétés ont initié une démarche d'éco-conception et d'analyse de cycle de vie.

SOCIÉTAL

OFI Private Equity Capital s'engage à soutenir et encourager les entreprises de son portefeuille à **développer leur démarche sociétale** et à s'assurer que chaque société progresse sur sa **relation avec l'ensemble de ses parties prenantes**.

5 entreprises sur 6 sont engagées dans un ou plusieurs projets sociétaux liés à leur secteur d'activité ou à leur territoire (communauté de communes, Agenda 21, Natural Ressources Stewardship Circle...). 2 sociétés ont signé un partenariat avec une association ou une ONG : Mouvement pour les Villages d'Enfants pour Léon de Bruxelles, et Cosmetic Executive Women pour Dessange International. 3 entreprises soutiennent leurs salariés engagés dans des projets associatifs (Gault & Frémont et IMV Technologies).

NOTE MÉTHODOLOGIQUE DU REPORTING EXTRA-FINANCIER ESG CONSOLIDÉ

Le reporting extra-financier ESG consolidé présenté dans le rapport annuel 2010 d'OFI Private Equity Capital est un extrait du tableau de bord des 94 indicateurs ESG sur 4 thèmes (Environnement : 24 indicateurs, Social : 55, Sociétal : 8 et Gouvernance : 7) renseigné par les entreprises pour 2009 et 2010. Les entreprises entrant dans le périmètre de consolidation 2010 sont issues de cinq secteurs d'activité différents : la restauration, la coiffure / beauté et accessoires, l'industrie de l'emballage papier-carton, l'industrie de la biotechnologie pour l'insémination artificielle animale et la distribution d'analyseurs portatifs scientifiques. La consolidation de ces indicateurs doit être analysée en prenant en compte la diversité des secteurs représentés.

• Process

Le process du reporting extra-financier entre OFI Private Equity Capital et ses entreprises majoritaires est établi dans un guide pratique qui définit les objectifs du reporting, le périmètre et la période, la définition des indicateurs, l'organisation et la responsabilité, la collecte et saisie des données, le contrôle et la validation, la consolidation et le calendrier.

• Référentiel

Les indicateurs du reporting ESG ont été définis à partir de deux référentiels qui sont la Global Reporting Initiative (GRI), la norme internationale ISO 26000, ainsi que d'autres sources telles que le Code du travail, la loi NRE de 2001 ou le « Code de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites » édité par Middledent.

• Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend les entreprises du portefeuille d'OFI Private Equity Capital détenues au 31 décembre de chaque année. Pour les entreprises acquises en cours d'année, le reporting extra-financier sera intégré à compter du 1er janvier de l'année suivant l'acquisition.

Pour les entreprises cédées en cours d'année, le reporting extra-financier ne sera pas intégré sauf si la cession a eu lieu au 4e trimestre de l'année. Le reporting a été effectué sur le périmètre France des entreprises. 2010 est la première année de mise en place du process de reporting pour chaque entreprise. Les entreprises étant dans une démarche de progrès, le périmètre de collecte des données n'est pas couvert dans sa totalité.

Pour 2010, le périmètre comprend : OFI Private Equity, gérant d'OFI Private Equity Capital ; Gault & Frémont : site industriel France ; IMV Technologies : site industriel France ; Fondis Electronic : siège social France ; Dessange International : siège social, Db, site de Guidel et les 20 salons filiales pour le reporting social, site de Guidel pour le reporting environnement ; Léon de Bruxelles : siège social + 54 restaurants (dont Besançon, Nantes et Lezennes), hors Bourges, Champs Elysées, Chartres, Troyes et hors LI2. Le périmètre n'intègre pas en 2010 FDS Group (données non disponibles) et Mors Smitt (acquisition en octobre 2010).

• Contrôle, responsabilité et validation des données

Un contrôle interne a été réalisé par la Direction du Développement durable d'OFI Private Equity auprès des Directeurs financiers et des Directeurs du Développement durable des entreprises majoritaires, notamment pour valider la cohérence des données ainsi que les principales évolutions entre N et N-1.

La fiabilité des données du reporting extra-financier est validée par le Directoire de chaque entreprise. Le reporting est ensuite présenté en Conseil de Surveillance.

INDICATEURS DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIERS ESG
REPORTING CONSOLIDÉ D'OFI PRIVATE EQUITY CAPITAL


Indicateurs « Gouvernance »	2010	Taux de couverture
Nombre moyen de réunions du Conseil de Surveillance par entreprise	6	100 %
Nombre moyen de membres du Conseil de Surveillance par entreprise	6	100 %
Nombre d'entreprises présentant un reporting ESG à chaque Conseil de Surveillance	5	100 %
Nombre d'entreprises ayant un Comité DD et responsable DD	5	100 %
Nombre d'entreprises ayant une Charte DD/ RSE	3	100 %
Nombre d'entreprises ayant un Code éthique	1	100 %
Nombre d'entreprises ayant signé le Pacte Mondial des Nations Unies	1	100 %
Indicateurs « Social »	2010	Taux de couverture
Répartition de l'effectif		
Nombre de salariés	2096	100 %
CDI	94 %	100 %
Cadres	13 %	100 %
Non-cadres	87 %	100 %
Recrutements en CDI au cours de l'année 2010	761	100 %
Départs (hors départ à la retraite et fin de CDD)	625	100 %
Création nette d'emploi (2010 vs 2009)	65	100 %
Turnover	31 %	100 %
Turnover ajusté (hors Léon de Bruxelles)	13 %	100 %
Absentéisme	4 %	100 %
Formation/Gestion des compétences		
Salariés ayant suivi une formation	74 %	100 %
dont non-cadres	87 %	100 %
Nombre d'entreprises ayant mis en place des entretiens annuels formalisés	6	100 %
Pourcentage de salariés bénéficiant d'un entretien annuel formalisé	47 %	100 %
Conditions de travail/santé/sécurité		
Nombre d'accidents du travail avec arrêt	158	100 %
Diversité		
Nombre d'entreprises ayant formalisé une politique de non-discrimination ou de diversité	2	100 %
Femmes cadres	35 %	100 %
Seniors	12 %	100 %
Nombre de collaborateurs handicapés	46	100 %
Indicateurs « Environnement »	2010	Taux de couverture
M ²	71504	100 %
Consommation d'énergies		
Électricité (MWh)	28 963	100 %
Gaz (MWh)	9 523	50 % (3/6)
Total Énergies (MWh)	38 486	100 %
Énergie (Kwh/euro de chiffre d'affaires)	152	100 %
Consommation d'eau		
Total Eau (milliers de m ³)*	149	83 % (5/6)
Production de déchets		
Total Déchets (Tonnes)**	2 083	83 % (5/6)
Total Déchets recyclés (Tonnes)**	1 347	100 %
% Déchets recyclés	65 %	100 %
Biodiversité / éco-conception		
Nombre d'entreprises engagées dans un projet de préservation de la biodiversité	4	100 %
Nombre d'entreprises ayant initié une démarche d'éco-conception	2	100 %
Indicateurs « Sociétal »	2010	Taux de couverture
Nombre d'entreprises investies auprès de leur secteur d'activité	5	100 %
Nombre d'entreprises engagées dans une association ou une ONG	2	100 %

* hors Fondis Electronic ** hors Léon de Bruxelles

La notation extra-financière et l'indice Gaia Index

Le bon niveau de la première notation extra-financière en 2009 ainsi que l'intégration à l'indice Gaia Index d'OFI Private Equity Capital en 2010 confirment la reconnaissance et la crédibilité de notre politique ESG.

NOTATION EXTRA-FINANCIÈRE

En 2009, OFI Private Equity Capital a fait évaluer sa performance extra-financière* par l'agence de notation Ethifinance sur sa responsabilité ESG. En obtenant une évaluation globale de 3,5 points sur 5, sa notation «AA» reflète :

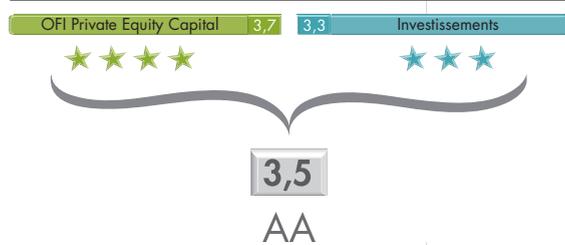
- Le fort niveau d'engagement d'OFI Private Equity Capital sur les critères ESG (politique et gouvernance ESG dédiée, bonne évaluation du Conseil de Surveillance, évaluation des risques financiers et extra-financiers, gestion des parties prenantes et de l'environnement).

- Un niveau d'engagement élevé vis-à-vis des participations majoritaires et en phase de construction au sein des autres entreprises du portefeuille (bonne évaluation de la gouvernance et de la gestion du capital humain, prise de conscience sur l'environnement).

En 2010, OFI Private Equity Capital a pris en compte les axes de progrès mentionnés par l'évaluation d'Ethifinance : élaboration et mise en place d'un reporting ESG (94 indicateurs de performance ESG dans ses participations majoritaires), prise en compte des critères ESG dans le process d'investissement et de cession (due diligences ESG spécifiques).

* Périmètre de la notation : OFI Private Equity, société de gestion et sur les 6 sociétés majoritaires du portefeuille, sur le process d'investissement et de cession.

NOTATION EXTRA-FINANCIÈRE D'OFI PRIVATE EQUITY CAPITAL PAR ETHIFINANCE



INDICE GAIA INDEX

OFI Private Equity Capital a intégré en octobre 2010 l'indice Gaia Index.

Lancé en octobre 2009 par IDMidCaps et Ethifinance avec le soutien de la Sfaf et de MiddleNext, le Gaia Index est le premier indice boursier français ISR dédié aux valeurs moyennes cotées (Euro-list A, B, C, Alternext) évaluant les critères d'ESG dans leur stratégie et reporting.

Le Gaia Index regroupe les 70 valeurs moyennes françaises ayant obtenu les meilleures notations extra-financières sur un panel de plus de 230 valeurs. La notation est effectuée à partir d'un questionnaire de plus de 70 critères ESG.



Dessange International	52
Léon de Bruxelles	56
FDS Group	60
Mors Smitt	64
Gault & Frémont	68
IMV Technologies	72
Fondis Electronic	76
Axson Technologies	80
Credirec	81
BFR Groupe	82

LES
ENTREPRISES
ASSOCIÉES

10

*Une marque de luxe
au service de la beauté des femmes*

DESSANGE

PARIS

CAMILLE
albane

PARIS

FREDERIC
moreno

PARIS

CHIFFRE
D'AFFAIRES **54 M**
euros

DESSANGE INTERNATIONAL

DATE DE L'INVESTISSEMENT : juillet 2008

PARTICIPATION : 63%

EQUITY / MEZZANINE : 46% / 54%

SIÈGE : Paris (75)

DATE DE CRÉATION : 1954

SITE INTERNET : www.dessange-international.com

457
salariés

Dessange International poursuit avec succès sa stratégie de montée en gamme.

Symbole de cette évolution d'une « maison de luxe née du monde de la coiffure » : la rénovation du salon historique des Champs Élysées, avenue Franklin Roosevelt à Paris. Celui-ci a été transformé en véritable temple de la beauté urbaine où la cliente peut venir chercher différents types de soins en complément de la coiffure. Idem avec la Villa Dessange à Antibes (Alpes-Maritimes), un espace totalement aménagé dans cet esprit spa et luxe. En parallèle de la montée en gamme des prestations proposées aux clients, Dessange poursuit le développement de ses gammes de produits de soins et de maquillage prestige. Le groupe propose des shampoings Dessange sans sulfate, vendus dans les salons de l'enseigne. Au travers de la licence L'Oréal, il est également le premier à proposer une gamme sans sulfate en GMS. A noter un excellent accueil en 2010 pour sa nouvelle gamme d'accessoires de beauté et de coiffure, vendue en GMS sous licence avec La Brosse et Dupont.

L'INTERNATIONAL, RELAIS DE CROISSANCE

La marque Dessange Paris poursuit ainsi sa croissance. En France, quatre salons supplémentaires sont venus s'ajouter au réseau, portant le total des salons à 210. Côté international, le groupe



De gauche à droite et de haut en bas : Benjamin Dessange, Philippe Vincent, Marie-Laure Simonin Braun et Frédéric Moreno.

s'est organisé en zones Europe-Moyen-Orient-Maghreb et Amérique-Asie, en s'appuyant sur des business développeurs, avec pour objectif d'accélérer le développement et d'ouvrir de nouveaux marchés dès 2011. Le groupe a déjà engagé le rachat de sa master-franchise aux Etats-Unis, ainsi que la redynamisation de son réseau de franchisés au Japon. Une équipe dédiée travaille par ailleurs à un projet de grande envergure en Chine : partenariat financier, master-franchise et distribution de produits. Un projet qui devrait nécessiter l'ouverture d'une école de formation, qui viendra rejoindre les six centres de formation existants (France, Belgique, Italie, Liban, Russie et Corée). En effet, la formation reste la clé de voûte de l'internationalisation d'un groupe proposant des prestations de luxe.

En complément de l'indispensable présenteielle, le lancement en octobre 2010 du « e-dessange », site de vente en ligne proposant une sélection de produits du groupe, en synergie et relais avec le réseau des franchisés. Les salons Frédéric Moreno ont également poursuivi leur croissance avec une cinquantaine d'ouvertures (pour un total de 200 salons), avec un objectif de plus de 350 salons et une stabilisation du turnover, plus élevé dans l'entrée de gamme que dans les salons Camille Albane et Dessange Paris.

NOUVELLE IDENTITÉ POUR CAMILLE ALBANE

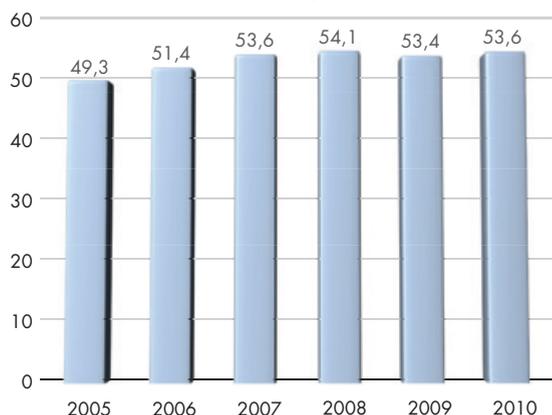
2010 a aussi été l'année de préparation à la nouvelle identité de Camille Albane, la marque haut de gamme du groupe, positionnée entre le luxe Dessange et l'entrée de gamme Frédéric Moreno. Quinze ans après sa création, Camille Albane affiche 230 salons en France (dont 30 ouverts en 2010) et entame une nouvelle phase de son développement avec une identité visuelle renouvelée et un nouveau partenaire technique (Redken, filiale de L'Oréal).

Outre ses développements majeurs en Chine et aux Etats-Unis, Dessange vise en 2011 la création d'une quatrième licence dans le domaine des lunettes, distribuée chez les opticiens et dans ses propres salons.

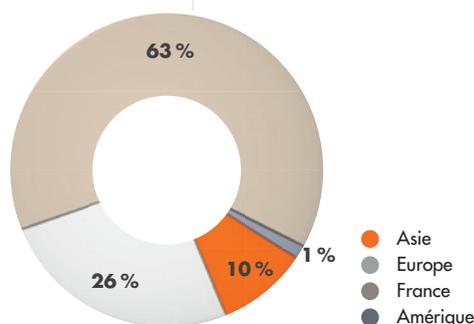
De quoi conforter le développement du groupe qui a vu son chiffre d'affaires atteindre 53,6 M€ en 2010.

CHIFFRE D'AFFAIRES

en M euros



LES SALONS DANS LE MONDE



2010/Le fait marquant de l'année

Double première

C'est une double première pour Dessange. En lançant sa nouvelle ligne de soins capillaires sans sulfate Réveil'Color (distribuée en GMS par L'Oréal), la société s'est distinguée par son engagement dans le Développement durable, avec des produits d'excellence pour ses clientes comme pour l'environnement. À cette nouveauté s'en ajoute une autre : l'appel à une égérie pour représenter la marque auprès du grand public, la séduisante actrice montante du cinéma français Vahina Giocante.

Questions à...



Benjamin Dessange,
PRÉSIDENT DE DESSANGE
INTERNATIONAL

Que signifie le Développement durable dans le secteur du luxe que vous représentez ?

Le monde du luxe est un univers fait d'exigences et de responsabilités en totale adéquation avec les impératifs et les valeurs du Développement durable.

L'engagement de Dessange International s'est traduit par la mise en place d'un Comité Développement durable, la réalisation de notre Bilan Carbone® et la définition d'une stratégie Développement durable au sein de nos différentes activités. Nous avons, par exemple, lancé une gamme capillaire de luxe responsable, solidaire des femmes et de l'environnement, en partenariat avec le CEW (Cosmetic Executive Women).

Pourquoi vous êtes-vous engagés dans la biodiversité ?

En tant que fabricant de produits dédiés à la beauté, c'est une démarche logique. Il est de notre responsabilité de contribuer à préserver notre environnement, et plus particulièrement la biodiversité. La beauté de nos clientes doit aller de pair avec celle du monde qui nous entoure. C'est la raison pour laquelle nous avons signé les Guidelines du NRSC (Natural Resources Stewardship Circle), qui symbolisent un véritable engagement pour nous dans ce domaine.

Qu'est-ce que cela représente concrètement ?

Nous avons développé une véritable politique d'achat de matières premières responsables et nous travaillons avec l'ONG « L'homme et l'environnement » sur l'amélioration de nos filières d'approvisionnement, notamment pour la gamme Phytodess.

Rapport Développement durable

GOVERNANCE

La gouvernance de Dessange International est organisée autour d'un Conseil de Surveillance constitué de 7 membres qui s'est réuni 4 fois en 2010, d'un Directoire composé de 4 collaborateurs qui se réunit 2 fois par mois et de 4 comités opérationnels : Comité commercial, Comité marketing, Comité export et Comité Développement durable (créé en 2010).

SOCIAL

La politique sociale du groupe est principalement axée sur une formation réputée d'excellence, permettant de développer en permanence le niveau d'exigence, les compétences techniques et créatives des collaborateurs au sein des salons filiales et franchisés.

En 2010, Dessange International a développé **une nouvelle formation e-learning**. Opérationnelle en 2011, elle viendra compléter la formation des écoles et donnera l'accès à l'information et à la formation à tous les collaborateurs qui n'en bénéficiaient pas jusqu'alors (apprentis, hôtesses et shampooineuses).

Le site industriel et logistique de Guidel travaille, depuis 2009, sur un programme d'amélioration continu de la prévention des risques et des conditions de travail (nuisances sonores et ergonomie des postes de travail), en partenariat avec des consultants de la Carsat, qui a conduit à la mise en œuvre de mesures telles que le remplacement de machines trop bruyantes.

ENVIRONNEMENT

En 2010, Dessange International s'est engagé dans un vaste programme de protection de la biodiversité à travers un certain nombre d'actions concrètes :

- **L'adhésion et la signature des Guidelines du NRSC** (Natural Resources Stewardship Circle) qui engage la responsabilité du Groupe à respecter et à protéger les enjeux liés à la biodiversité, notamment sur la préservation des processus écologiques et la variabilité des espèces et de leurs gènes, mais aussi sur le respect des savoirs, innovations et habitudes des communautés indigènes et locales.

- **La collaboration avec l'ONG «L'Homme et l'Environnement»** sur l'amélioration des filières d'approvisionnement et l'homologation des fournisseurs de la gamme Phytodess.

- **Une politique d'achat de matières premières «responsables»** sur les gammes capillaires Phytodess et Dessange en progression constante (65% d'ingrédients sont d'origine naturelle/végétale).

- Un audit des 65 fournisseurs de DbA (filiale produits) sur des critères sociaux et environnementaux.

- Le lancement de la gamme capillaire de luxe «responsable» Dessange Paris, dont deux nouveaux produits en 2010 (un shampooing, un masque), une gamme solidaire des femmes et de l'environnement, sans sulfates, avec un étui carton certifié FSC et partenaire du CEW (0,20€ reversé sur chaque produit vendu ; en 2010, 10 000 euros reversés).

SOCIÉTAL

- Depuis 2006, **le groupe est engagé auprès de l'association Cosmetic Executive Women** qui a créé des centres de beauté dans plus de 20 hôpitaux pour aider les femmes à mieux vivre leur maladie (plus de 120 000 soins auprès de 72 000 femmes).

DESSANGE



Gamme capillaire de luxe

PHYTODESS



L'expertise de la coiffure, les richesses de la nature comme source de beauté des cheveux

*Restaurants, brasseries spécialisés
en moules frites et cuisine belge*

Léon
DE BRUXELLES

CHIFFRE
D'AFFAIRES **105 M**
euros

LÉON DE BRUXELLES
DATE DE L'INVESTISSEMENT : avril 2008
PARTICIPATION : 59%
EQUITY / MEZZANINE : 60% / 40%
SIÈGE : Neuilly-sur-Seine (92)
DATE DE CRÉATION : 1999
SITE INTERNET : www.leon-de-bruxelles.fr

1 346 *salariés*

Pour Léon de Bruxelles, 2010 aura marqué la première année complète réalisée avec un taux de TVA réduit à 5,5% (hors alcools). Si on reproche à certains restaurateurs de ne pas avoir joué le jeu de cette baisse de TVA, le spécialiste des moules frites fait quant à lui partie des acteurs modèles en la matière. La répercussion a eu lieu sur les prix mais également sur l'aspect social : mise en place d'une mutuelle gratuite pour les salariés, généralisation d'une « prime TVA » représentant près de 2% du salaire annuel (plafonnée à 500€), amélioration de la prévoyance ou encore augmentation de la grille salariale.

L'année écoulée a également été marquée par le lancement du programme de rénovation des restaurants de première génération. Quatre à cinq restaurants par an doivent ainsi être remis au goût du jour sur trois ans, notamment en retravaillant l'aménagement intérieur. Les thèmes élaborés par le groupe autour de la « belgitude » et de la bande dessinée, facteurs fortement accolés aujourd'hui à Léon de Bruxelles, sont mis en avant.

DES RESTAURANTS D'UN NOUVEAU TYPE

Comme annoncé en 2009, l'année 2010 a été marquée par l'ouverture d'un nouveau type de restaurants, de taille plus petite (150 places et 400 m²). Cette nouveauté lancée à Bourges s'est accompagnée d'un mode de gestion repensé,



De gauche à droite, 1^{er} plan : Mariannick Ozanne, Laurent Gillard, Michel Morin, Isabelle Pelletier.
2^d plan : Pascal Leblanc, Emmanuel Renault, Hassen Kechi et Patrice Levier.

où le directeur de l'établissement est associé minoritairement au capital de la société d'exploitation. L'objectif de ce type d'ouverture : conforter le développement du groupe dans les villes de taille moyenne, donc augmenter le potentiel de maillage. A noter également que l'ouverture de restaurants de cette taille plus restreinte permet de réduire le montant de l'investissement initial.

BIEN-ÊTRE DES CLIENTS

Quatre autres restaurants ont été ouverts durant l'année à Brétigny-sur-Orge, Besançon, Lille-Lezennes et Nantes. Le groupe, qui dispose actuellement de 59 établissements dont un seul en franchise, en vise plus de 100 à l'horizon 2017. Pour conforter ce rythme soutenu d'ouvertures, il procède régulièrement à la cession de murs, un mouvement initié en 2008 et qui permet de renforcer sa structure financière. Ainsi, l'externalisation de 5 murs de restaurants a eu lieu en 2010 (28 depuis 2008), ce qui a permis de rembourser une ligne de crédit de 12 M€ auprès des banques, ligne renouvelée dans la foulée à hauteur de 20 M€.

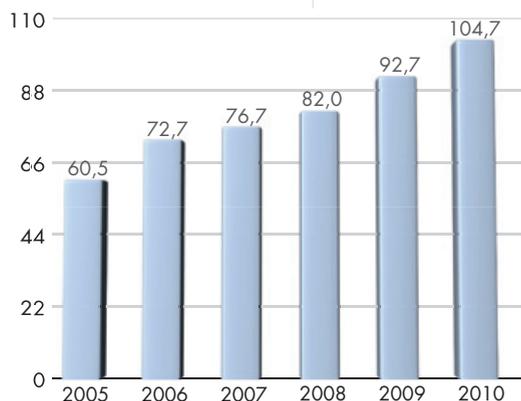
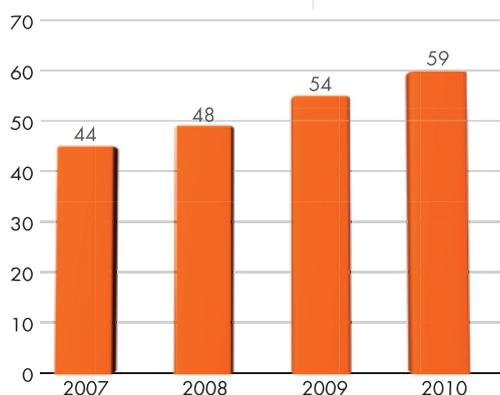
Toujours très axé sur le bien-être et la satisfaction de ses clients (d'où les efforts côté aménagement intérieur), Léon de Bruxelles a poursuivi les opé-

rations marketing qui lui valent un certain succès depuis quelques années (notamment pour ses 20 ans). Le partenariat concernant les moules de Bouchot a été reconduit et intègre désormais un fournisseur du Mont-Saint-Michel. En 2010, les moules de Bouchot représentent 450 tonnes de moules sur un total de plus de 3 000 tonnes. Pour mémoire, Léon de Bruxelles sert environ 5,5 millions de repas par an. En 2010, le groupe a affiché un chiffre d'affaires de 104,7 M€, en croissance de 12% par rapport à 2009.

Pour 2011, le groupe compte poursuivre sur sa lancée avec 7 ouvertures de restaurants. Cap symbolique, Léon de Bruxelles devrait également dépasser les 1 500 salariés au cours de cet exercice, ce qui signifie un doublement des effectifs en 5 ans.

CHIFFRE
D'AFFAIRES

en M euros

NOMBRE
DE RESTAURANTS

2010/Le fait marquant de l'année

**Fort démarrage
des nouveaux
restaurants**

Ouvert le 6 avril 2010, le restaurant de Besançon affiche depuis une moyenne de 416 couverts par jour, avec des pointes à 800 repas. Idem pour le restaurant de Metz, ouvert fin 2009 et qui a dressé 323 couverts par jour sur l'année. Deux réussites qui confirment l'intérêt du développement en province selon Michel Morin, le président de Léon de Bruxelles. Un mouvement notamment soutenu par les soirées « moules à volonté » du dimanche qui ont fait de ce repas le deuxième de la semaine (avec une progression de 20 à 30% en nombre de clients suivant les restaurants). Cette fidélité est symbolisée notamment par le fichier de contacts clients qui ne cesse de croître : sur un an, il est passé de 300 000 à 400 000 contacts.

Questions à...



Michel Morin,
PRÉSIDENT
DE LÉON DE BRUXELLES

**Comment avez-vous intégré
la culture Développement durable
chez Léon de Bruxelles ?**

C'est un projet d'entreprise qui concerne chacun à travers des valeurs clés que l'on retrouve dans l'acronyme TRACE (Transparence, Respect, Autonomie, Convivialité, Exigence). L'état des lieux que nous avons dressé avec OFI Private Equity en 2008 a révélé que notre bilan était loin d'être anodin avec notamment un volet social et un volet sociétal en avance. La réalisation de notre Bilan Carbone® nous a fait prendre davantage conscience du sujet et a entraîné la création d'une Direction du Développement durable, intégrée au Comité de Direction.

**Pourquoi votre turnover
est-il l'un des plus bas de la profession ?**

C'est une grande fierté que nous avons chez Léon de Bruxelles : le turnover est en effet passé de 120% en 2002 à 42,5% en 2010. Cela est dû pour l'essentiel à une politique attentive en matière de formation, de promotion interne, de rémunération mais aussi de diversité, le tout avec un management de proximité qui accorde une grande valeur à l'humain.

**Pourquoi vous êtes-vous engagés auprès
de la Fondation Mouvement pour les
Villages d'Enfants il y a maintenant près
de 3 ans ?**

Cette Fondation, qui protège l'enfance en danger en accueillant les enfants et les adolescents qui lui sont confiés par la justice depuis plus de 50 ans, répond à des valeurs essentielles de Léon de Bruxelles.

Un repas chez nous, c'est avant tout un moment de partage, très souvent en famille, ce que nous essayons de renvoyer à ces enfants qui sont confrontés à de grandes difficultés.

Rapport Développement durable

GOVERNANCE

Le Conseil de Surveillance est composé de 5 membres ainsi que de 2 représentants du personnel et se réunit tous les trimestres. La gouvernance opérationnelle est organisée autour d'un Directoire composé de 3 membres, d'un Comité de Direction - qui se réunit 2 fois par mois - et de Comités opérationnels: Marketing, Emploi-Formation (créé en 2010), Gestion, Scientifique et d'un Comité Développement durable (créé en 2009) piloté par la Direction Qualité et Développement durable.

Le Comité de Direction, très engagé, s'est donné comme **objectif en 2010 d'intégrer une « culture Développement durable »** cohérente avec la culture « familiale » et les valeurs de l'entreprise (TRACE: Transparence, Respect, Autonomie, Convivialité, Exigence).

SOCIAL

Léon de Bruxelles place la gestion de l'humain au cœur de la stratégie et des préoccupations quotidiennes de la Direction Générale. Son modèle social s'est construit autour d'une ligne directrice: « **Être le meilleur employeur pour le meilleur employé** », ce qui en fait un exemple dans le secteur de la restauration en matière de formation, de promotion interne, de rémunération et de dialogue social, favorisant ainsi l'intégration et la motivation des salariés.

Léon de Bruxelles poursuit activement sa politique de diversité: 30% de salariés de nationalité étrangère, 72 nationalités représentées, 30 travailleurs handicapés (soit 2 fois plus qu'en 2009); 242 jeunes de moins de 25 ans, dont 40 apprentis et contrats



de professionnalisation en alternance (soit 2 fois plus qu'en 2009). La société a par ailleurs conclu **un partenariat « Permis, Sport, Emploi » avec la fondation Agir contre l'exclusion**, pour favoriser la réinsertion et l'intégration de jeunes en difficulté.

La réalisation d'une enquête de satisfaction du personnel (siège et restaurants) « **Léon vous écoute en interne** », ainsi que la création d'un nouveau journal interne « JOURN'A'LEON » reflètent la volonté des dirigeants d'instaurer un management de proximité et de favoriser sans cesse le dialogue social.

TURNOVER

2010: 42,5%

2002: 120%

ENVIRONNEMENT

À la suite du Bilan Carbone® réalisé en 2009, Léon de Bruxelles s'est engagé dans une véritable démarche de réduction de son empreinte environnementale. En 2010, la société a mis en place un suivi d'indicateurs de consommations d'énergies (électricité, gaz, fuel), d'eau, de déchets et papier dans les restaurants et au Siège.

Sa politique environnementale est aussi axée sur **l'amélioration continue de l'efficacité énergétique des bâtiments** (isolation renforcée, pose

de panneaux solaires thermiques, ampoules basse consommation/LED), ainsi que sur le changement de comportement et la mobilisation des salariés: « Plan d'allumage » (permettant de réduire le temps d'allumage des matériels et équipements de cuisine et des éclairages en salle); affichage sur les éco-gestes (électricité, eau, déchets). Les restaurants sont par ailleurs mobilisés sur le tri et le traitement des déchets.

Léon de Bruxelles souhaite aussi mobiliser ses clients et communique auprès d'eux: carte de menu « Manger des moules, c'est bon pour la Planiète » et jeux sur le Développement durable pour les enfants.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Léon de Bruxelles a poursuivi sa démarche de responsabilité en matière de santé publique et de sécurité alimentaire en renforçant ses exigences sur la qualité vis-à-vis de ses fournisseurs. 500 analyses bactériologiques ont été effectuées en 2010.

SOCIÉTAL

Léon de Bruxelles a renouvelé son **partenariat avec la Fondation Mouvement pour les Villages d'Enfants** pour la troisième année consécutive. La mobilisation de l'ensemble des salariés des 59 restaurants et des partenaires de la société, lors d'une opération de vente de bracelets, a permis de collecter 93 000€ au profit de la fondation.



*Solutions d'étanchéité de haute technologie
pour industries de pointe*



CHIFFRE
D'AFFAIRES **84 M**
euros

GRUPE FINANCIÈRE DE SIAM
DATE DE L'INVESTISSEMENT: 2006 et 2007
PARTICIPATION: 51 %
EQUITY / MEZZANINE: 75% / 25%
SIÈGE: Paris (75)
DATE DE CRÉATION: 1947
SITE INTERNET: www.fdsgroup.net

568
salariés

Après un fléchissement de son activité en 2009, FDS Group a enregistré un net rebond en 2010 grâce à une croissance organique soutenue, tirée par la reprise des programmes de maintenance et des projets ainsi que par le déploiement continu de son offre de solutions dans les pays émergents. Son chiffre d'affaires rebondit à cette occasion de près de 17% à quelque 84 millions d'euros.

Parmi les facteurs de croissance, on peut citer le déploiement du groupe sur la zone moyen-orientale via une joint-venture au Kazakhstan et à Dubai. C'est une zone qui, pour Rémi Toledano, CEO du groupe depuis janvier 2010, représente un fort potentiel de développement pour l'activité de FDS Group, spécialisé dans les solutions d'étanchéité de haute technologie en environnement critique (industries pétrolières, de la pétrochimie, du nucléaire...).

Mais la croissance provient aussi de la zone asiatique, notamment d'Inde ou de Chine où le groupe réalise désormais 7 millions de dollars de chiffre d'affaires. Un marché chinois en forte progression sur lequel FDS Group développe des activités intra-groupes mais pas seulement: l'objectif est de faire de ce pays un centre de profits en dupliquant le business model de l'entreprise avec une concentration de l'offre sur les solutions à haute valeur ajoutée. Le groupe bénéficie de l'expérience des équipes de sa filiale française Siem



(De gauche à droite) 1^{er} plan : Phil Kelshaw, Rémi Toledano, Greg English.
2^d plan : Keith Miller, Philippe Pottier, Jerry Lastovica et David Mitchell.

dans le domaine du nucléaire. Conformément au fonctionnement dans les autres entités et régions où le groupe est implanté, des recrutements de commerciaux et d'ingénieurs ont d'ailleurs été réalisés pour aider au développement de cette zone.

CRÉATION DU « GEC »

D'une manière générale, l'ensemble des activités du groupe se déploie à l'international. L'objectif est de porter le chiffre d'affaires export de la filiale française de 7-8% à 25% à l'avenir. Un directeur commercial a d'ailleurs été recruté dans ce but.

Au niveau de son organisation industrielle, FDS Group a continué en 2010 à développer l'intégration de ses différentes composantes, notamment à travers les décisions du Group Executive Committee composé de 7 personnes (« GEC »). Ce Comité, constitué des principaux dirigeants, est chargé de définir les orientations stratégiques de l'entreprise à long terme, mais aussi de définir les valeurs et les ambitions communes au sein des différentes sociétés. Le but est d'assurer un développement rentable et pérenne de chaque entité selon une vision commune et partagée dans le groupe.

En complément de ce « GEC », FDS Group a créé en 2010 l'« Academy of Joint Integrity ». Cette FDS

Academy a un double objectif. Le premier est de former les parties prenantes (clients, distributeurs, collaborateurs et cadres à potentiel) afin d'établir un véritable partenariat dans le temps selon une vision commune des enjeux.

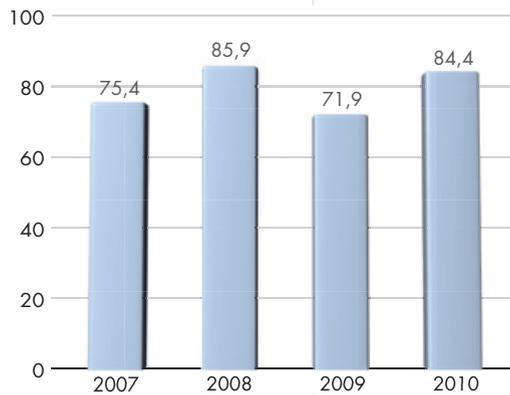
Le second est de définir en commun des codes et modes de travail. Le but est de poursuivre la qualité de service, de renforcer la qualité du support technique et donc maintenir un niveau élevé dans l'accompagnement des clients en matière d'ingénierie.

Aussi, afin de profiter des connaissances et de l'expérience acquises au fil des situations critiques rencontrées par ses ingénieurs de par le monde, la société a également décidé de mettre en place une base commune de données techniques, lui permettant ainsi d'assurer un service de haut niveau quelle que soit la problématique identifiée avec un client où qu'il soit.

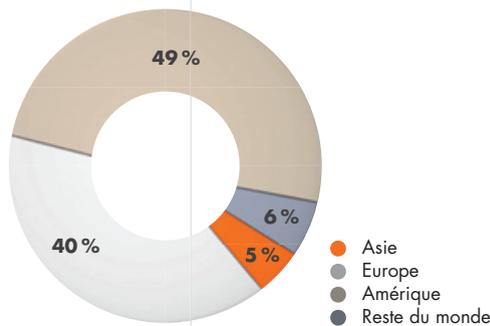
Pour l'avenir, outre la poursuite de son extension dans les pays à forte croissance (gains de parts de marché et implantations locales) et l'accompagnement des clients pour répondre à leurs besoins spécifiques, FDS Group entend continuer à innover. À l'horizon 2013-2015, l'entreprise prépare le lancement de solutions pour les SOFC, des piles à combustible composées en partie d'un matériau très spécifique : la « Thermiculite ».

CHIFFRE D'AFFAIRES

en M euros



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE



2010/Le fait marquant de l'année

Synergies britanniques

Après leur regroupement en 2009 sur un site unique, les usines britanniques de Novus Ltd (85 personnes sur 7 000 m²) et Flexitallic Ltd (125 personnes sur 12 000 m²) ont fait jouer à plein les synergies en 2010. Les deux unités ont ensuite été placées sous la responsabilité d'un Directeur Général commun. Cette intégration continue de produire ses effets avec désormais des synergies administratives (finance, back-office...). Une pierre de plus dans la construction d'un groupe capable d'accueillir et d'intégrer d'autres entreprises en s'adaptant à ses particularités locales.

Questions à...



Rémi Tolédano,
CEO

Que représente pour vous le Développement durable ?

C'est la définition d'une mission d'entreprise qui intègre les enjeux liés au Développement durable, ce qui passe par l'implication de l'ensemble des salariés dans la mise en place de groupes de travail spécifiques. Cela implique notamment la formalisation d'une politique de réduction des consommations d'énergies, ce qui est structurant dans notre activité, mais aussi l'affirmation d'un engagement sociétal fort.

Comment cela se traduit-il ?

Nous visons à créer un environnement sûr et durable à la pointe des nouvelles technologies industrielles. Cela se traduit par un véritable projet d'entreprise appelé Performance Improvement Project et la mise en place d'un responsable qualité et d'une équipe dédiée en interne, mais aussi par la création d'un centre de formation accessible à tous les salariés.

Qu'est-ce que le programme LIFE ?

C'est un programme initié en 2009 par Flexitallic qui s'appuie sur des valeurs fortes (sécurité, communication, travail d'équipe, responsabilité, excellence et innovation) et ambitionne une efficacité accrue et une réduction des coûts. Il vise en particulier le renforcement de la collaboration au sein du groupe, l'innovation, la réorganisation de la supply chain ou encore la baisse de la consommation d'énergies.

Rapport Développement durable

GOUVERNANCE

Le Comité de Surveillance de FDS Group est composé de 5 membres et se réunit tous les 2 mois.

La gouvernance opérationnelle du groupe est gérée par le GEC le « **Group Executive Committee** » constitué des 7 principaux managers et se réunit 1 fois par mois. Chaque entité du groupe dispose de sa propre organisation et Comités opérationnels.

En 2010, le Group Executive Committee a défini une mission d'entreprise ayant pour objectif de « **créer un environnement sûr et durable à la pointe des nouvelles exigences industrielles** », qui est déployée par l'ensemble des managers et leurs équipes dans les différentes entités du groupe.

Cette mission se traduit par exemple chez Flexittalic Ltd, par le projet PIP *Performance Improvement Project* et le programme LIFE *Little Improvement From Everybody*: 2 projets d'entreprises qui visent à optimiser l'efficacité du groupe (réduction de coûts et économies d'énergies, amélioration de la qualité de produits et de services) mais aussi à développer l'employabilité et la motivation des salariés (pérennisation des emplois, développement des compétences et du partage d'initiatives).

SOCIAL

Chaque entité du groupe définit et gère sa propre politique de ressources humaines. La volonté du

groupe est de développer les compétences de ses collaborateurs, à travers un plan de formation, des évaluations et entretiens annuels. Il a mis en place un programme spécifique pour développer les managers à fort potentiel ainsi qu'un plan de succession des principaux dirigeants et managers des différentes entités.

Chaque entité définit également son propre programme de prévention des risques en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail. À titre d'exemple, la société Novus sealing Ltd a obtenu **l'accréditation BS OHSAS 18001**: *British Standard Occupational Health and safety assessment series*.

La relation entre managers et collaborateurs est de bon niveau avec des communications internes mensuelles et un dialogue social ouvert entre Direction, syndicats et représentants du personnel.

ENVIRONNEMENT

Tous les sites de FDS Group sont certifiés **ISO 9001 version 2000**. Le site de Novus Sealing Ltd (Royaume-Uni) est également certifié **ISO 14001**.

Le groupe est engagé dans une politique environnementale de réduction des consommations d'énergies. Il a notamment mis en place un système d'arrêt des machines, qui s'éteignent automatiquement lorsqu'elles ne sont pas utilisées. FDS Group incite également à l'adoption par ses collaborateurs d'un comportement éco-responsable.

SOCIÉTAL

FDS Group est investi dans des organisations liées à son secteur d'activité (il est membre de l'ESA - European Sealing Association - et de l'Energy Institute), et a ouvert un centre de formation l'« Academy of Joint Integrity », qui propose huit modules de formations diplômantes, accessibles à l'ensemble des professionnels du secteur. Il est aussi investi auprès d'ONG par le soutien à des programmes de développement, en Inde notamment. Il donne également la possibilité à ses collaborateurs de réaliser des missions de volontariat.

PROGRAMME LIFE



The Academy of Joint Integrity™

Relais électromécaniques embarqués



CHIFFRE
D'AFFAIRES **40 M**
euros

MORS SMITT

DATE DE L'INVESTISSEMENT: mars 2006 / oct 2010

PARTICIPATION: 50%

EQUITY / MEZZANINE: 83% / 17%

SIÈGE: Rosny-sous-Bois (93)

DATE DE CRÉATION: 1898

SITE INTERNET: www.morssmitt.com

255
salariés

Avec une hausse de son chiffre d'affaires de plus de 20% en 2010, à hauteur de 40,3M€, Mors Smitt a profité à plein de son positionnement sur un marché particulièrement porteur, celui du transport ferroviaire. Que ce soit pour des raisons économiques ou écologiques, ce mode de transport est en plein essor dans les pays émergents comme occidentaux. Le secteur du ferroviaire devrait représenter en 2015 un marché mondial de quelque 160 milliards d'euros (en hausse de 3-4% par an). Pour Mors Smitt, fruit du rapprochement d'entreprises française et néerlandaise créées à la fin du 19^e siècle et aujourd'hui leader mondial des relais électromécaniques dans les trains et sur les voies, cet engouement est synonyme de forte croissance. C'est ainsi que tous les objectifs du groupe présidé désormais par Arne Wijnmaalen ont été dépassés en 2010, en termes de chiffre d'affaires, de carnet de commandes et de profitabilité.

ESSOR ASIATIQUE

Cette performance enregistrée au cours de l'exercice a notamment été favorisée par l'essor des marchés asiatiques où Mors Smitt enregistre de fortes croissances. En Chine, où le groupe a ouvert une usine d'assemblage à Zhongshan (près de 60 ouvriers) et un bureau commercial à Hong-Kong, le chiffre d'affaires 2010 s'élève à 9M€,



De gauche à droite : Arne Wijnmaalen, Michel Fardo et Nico Enthoven.

soit une croissance de l'ordre de 30%. Plus globalement, l'Asie représente désormais près de 25% des revenus du groupe, contre 20% en 2009. L'entreprise s'appuie sur un fort réseau de vente mis en place depuis plus de dix ans. Autre marché que Mors Smitt compte investir davantage dans les prochaines années: l'Inde et son 1,3 milliard d'habitants.

MULTIPLIER LES INNOVATIONS

La croissance du groupe est aussi venue de sa capacité à innover. Au-delà de son expertise reconnue dans l'automatisation des procédures électromécaniques embarquées (mécanisme permettant l'ouverture des portes, la climatisation dans les trains ou encore les systèmes de freinage) qui lui permet d'afficher parmi ses clients les grands groupes liés au transport ferroviaire (SNCF, Alstom, Bombardier, Siemens, etc.), Mors Smitt a bénéficié de la commercialisation massive de son relais de signalisation (NS1) destiné aux voies, homologué par la SNCF après deux ans de phase de tests. Près de 24 000 relais ont ainsi été vendus à la compagnie française pour plus de 3 M€. Une activité qui devrait poursuivre son évolution dans les prochaines années. Idem avec les premiers succès du dispositif de mesure d'énergie MSAV 25 000 (lire « Le fait marquant de l'année »).

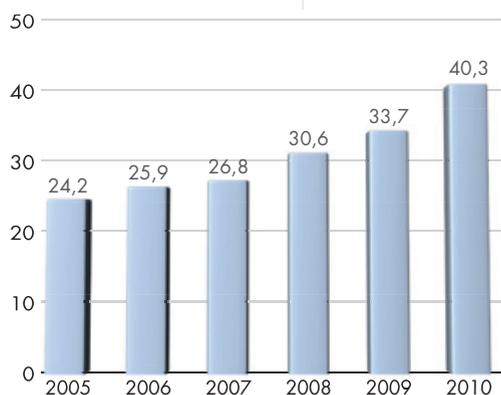
Autre innovation concernant les relais de signalisation, la modernisation de l'unité de production de Sablé: une somme importante a été investie dans l'usine pour robotiser les assemblages. Un investissement conséquent qui a pour effet d'éliminer les risques d'erreur humaine, d'augmenter la capacité de production et la flexibilité tout en améliorant le prix final.

Le groupe a par ailleurs décidé de revoir son organisation: le marketing et le commercial aux Pays-Bas, les questions technologiques autour du train en France et tout ce qui concerne la fabrication des produits à taux de main-d'œuvre élevée en Chine. Sur ces bases, l'année 2011 est bien engagée pour générer de nouveau une forte croissance organique, qui pourrait être complétée par un projet de croissance externe structurant. Mais Mors Smitt voit encore plus loin avec la poursuite du développement de produits de nouvelle génération, mix de techniques traditionnelles et de nouvelles technologies.

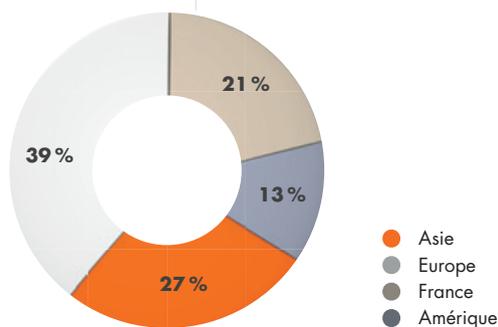
Des évolutions auxquelles OFI Private Equity Capital sera dorénavant davantage intéressé puisque, à la suite de la reconstitution du capital de la société, ses fonds sous gestion sont passés d'une position de minoritaire à une participation majoritaire.

CHIFFRE D'AFFAIRES

en M euros



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE



2010 / *Le fait marquant de l'année*

Lancement du MSAV 25 000

Après des années de R&D sur le site français de Sablé et après avoir validé avec succès les tests critiques d'Alstom en 2009, la borne de mesure d'énergie MSAV 25000 (utilisée pour calculer la consommation d'énergie d'un train) a remporté ses deux premiers contrats majeurs en 2010 auprès d'Alstom et Bombardier. Ce sont 800 trains roulants qui vont être équipés de MSAV 25000. Un nouveau produit à l'intérêt stratégique pour les fabricants de trains, à l'heure de l'ouverture à la concurrence du marché ferroviaire européen et de la séparation entre gestionnaires des réseaux ferrés et compagnies de transport. La mesure de la consommation d'énergie devient une donnée économique et écologique essentielle en vue de la réduction des coûts et des émissions de carbone.

Questions à...



Arne Wijnmaalen,
PRÉSIDENT DE MORS SMITT

Que représente le Développement durable pour Mors Smitt ?

C'est un facteur essentiel de notre développement: l'industrie ferroviaire est particulièrement exigeante dans ce domaine et a imposé à ses fournisseurs des normes strictes en matière de qualité, de sécurité, de santé ou d'impact sur l'environnement. Notre politique environnementale est intégrée au niveau de nos sites industriels certifiés ISO 9001 et 14001, mais aussi dans notre stratégie fournisseur: la conception et le développement de produits se fait dans une logique de diminution de coûts et de réduction d'énergie.

Comment cela se traduit-il ?

Les enjeux ESG sont parfaitement intégrés dans la stratégie de la société et concernent aussi bien son appréhension du business que ses dirigeants ou ses salariés. En particulier, la politique de ressources humaines repose sur des valeurs du groupe mettant l'individu au cœur du projet d'entreprise. Nous avons une politique sociale responsable qui favorise la formation et le développement de chaque collaborateur visant la motivation des salariés pour accompagner au mieux la performance et la rentabilité du groupe. Plus globalement, l'entreprise a mis en place des actions pour réduire son impact sur le plan environnemental et pour améliorer les conditions de travail de ses salariés. C'est donc un sujet d'attention constant pour les managers de Mors Smitt.

Rapport Développement durable

GOUVERNANCE

Le Conseil de Surveillance est composé de 5 membres avec la nomination en octobre 2010 d'un nouveau Président Kees Verduin (ancien Président du Directoire). Il se réunit tous les trimestres.

Le Directoire est composé de 3 managers: Arne Wijnmaalen, Président, Nico Enthoven, Vice-Président et CFO, et Michel Fardo, CEO Mors Smitt Relais-France. Il réunit tous les mois les managers de ses directions opérationnelles (France, États-Unis, Pays-Bas et Chine).

Le groupe a défini une mission et des valeurs vis-à-vis de l'ensemble de ses parties prenantes.

SOCIAL

La politique RH s'inscrit dans la mission et les valeurs que le groupe a définies pour ses collaborateurs :

« Notre mission envers nos salariés : nous portons une attention particulière à la formation, au développement de carrière, à la satisfaction des salariés et au versement d'une rémunération juste.

Nos valeurs vis-à-vis de nos salariés : traiter les personnes avec respect et dignité. Favoriser la diversité et les différentes opinions. Aider nos employés à améliorer leurs compétences. Reconnaître et récompenser les réalisations. Favoriser le travail d'équipe et la collaboration.

Intégrité : être honnête, direct et digne

de confiance. Respect de l'éthique, des lois et des règlements. »

Le Directoire est très impliqué dans une politique sociale responsable qui favorise l'intégration, le développement des compétences, le respect de bonnes conditions de travail et un certain nombre d'avantages sociaux ainsi qu'une bonne communication auprès de ses salariés, permettant de les motiver et de les fidéliser.

En Chine, sur le site de Zhongshan, le groupe a importé ses valeurs, sa politique sociale et son mode de management dans le souci du respect fondamental des droits de l'homme et des droits du travail.

ENVIRONNEMENT

Mors Smitt s'est engagé dans une politique environnementale pour répondre aux exigences de ses principaux clients constructeurs et utilisateurs de l'industrie ferroviaire :

• **Certifications ISO 9001** (management de la qualité), **ISO 14001** (management environnemental) de ses 2 sites industriels en France et aux Pays-Bas, et certification Iris, spécifique au secteur ferroviaire. La certification ISO 14001 du site de Zhongshan en Chine est prévue en 2011.

• L'ensemble des produits conçus et vendus par Mors Smitt intègre des normes strictes de qualité, de sécurité, de santé (non toxiques, non inflammable) et d'environnement, imposées par les différentes réglementations européennes.

• Mors Smitt a lancé en 2010 le «MSAV 25000», appareil destiné à mesurer en temps réel la consommation d'énergie électrique des trains et à optimiser le système de management d'énergie. La société répond ainsi aux nouvelles exigences de l'industrie ferroviaire, soucieuse de réduire son empreinte environnementale.



MSAV 25000

Solutions d'emballage papier-carton



Gault & Frémont

LA BOITE À L'ESPRIT D'OUVERTURE



CHIFFRE
D'AFFAIRES **35 M**
euros

GAULT & FRÉMONT
DATE DE L'INVESTISSEMENT : mai 2008
PARTICIPATION : 70,2%
EQUITY / MEZZANINE : 54% / 46%
SIÈGE : St-Pierre-des-Corps (37)
DATE DE CRÉATION : 1850
SITE INTERNET : www.gaultetfremond.com

182
salariés

L'année 2010 a marqué la stabilisation de l'activité de Gault & Frémont, dans des conditions de marché pourtant difficiles. Le spécialiste français des solutions d'emballage papier-carton pour la boulangerie-pâtisserie, l'industrie agroalimentaire et la grande distribution a enregistré un chiffre d'affaires quasi stable à 34,8 M€. L'activité de son marché a pourtant été perturbée par des problèmes d'approvisionnement qui ont entraîné des pénuries de carton compact et de papier (pas moins de 850 000 tonnes de capacité de production ont été fermées, entraînant un déséquilibre dans la gestion des stocks).

REPOSITIONNEMENT DE GAMMES

Cela n'a pas empêché la société de poursuivre sa stratégie de développement fondée sur la croissance autour de ses métiers historiques. Afin de développer son offre produits et d'ouvrir ses perspectives, l'entreprise a recruté un Directeur marketing et développement, qui a fondé ses efforts sur le repositionnement de trois gammes de produits (papier cuisson, supports pâtisserie et papiers fins de boulangerie) avec des succès commerciaux à la clé. Les ventes devraient retrouver une pente ascendante dès 2011.

Le groupe a également repensé son organisation afin de générer des opportunités de croissance. Au-delà de son métier historique d'industriel concepteur et producteur, Gault & Frémont



De gauche à droite : Frédéric Leduc, Jean-Baptiste Lemaigre, Rémi Boitier et Sylvain Desbordes.

exerce aussi un rôle de distributeur sur lequel il a décidé de capitaliser. L'idée est de développer cette deuxième activité via une gamme de négoce de produits nouveaux (comme par exemple des boîtes en plastique de macarons). L'élargissement de la gamme des produits via le négoce permet également à la société de toucher une plus large clientèle et de répondre à davantage de besoins. Cette activité devrait rapidement atteindre 10% du chiffre d'affaires, contre moins de 4% actuellement.

CAP SUR LA RHF

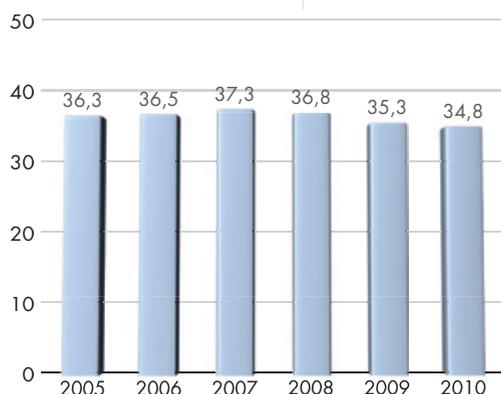
Autre axe de développement, le référencement RHF (Restauration Hors Foyer), sur lequel Gault & Frémont a remporté un succès important en 2010 en devenant partenaire de La Mie Caline (200 points de vente), en leur proposant des boîtes avec leurs logos et des certifications Développement durable répondant aux souhaits de la marque: Gault & Frémont a été certifié Imprim'Vert, PEFC (Program for Endorsement of Forest Certification) et FSC (Forest Stewardship Council) au cours de l'année écoulée. La société a également enregistré une forte croissance à l'international (+20%) grâce au travail de ciblage accompli depuis trois ans.

La société vise aussi de nouvelles sources de progression à travers des acquisitions ciblées, comme l'illustre le rachat de la start-up Bio Food Pack (lire «le fait marquant de l'année»). Au final, Gault & Frémont entend bien renouer avec la croissance en 2011, ce que les référencements enregistrés à ce jour permettent d'envisager.

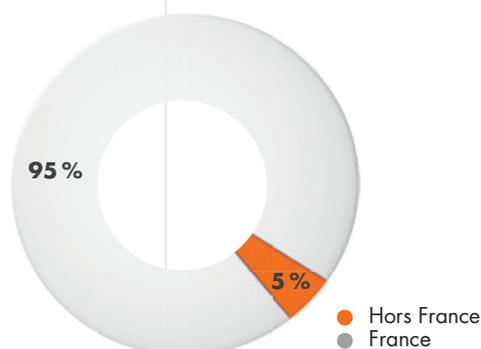


CHIFFRE D'AFFAIRES

en M euros



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE



2010/Le fait marquant de l'année

Une acquisition prometteuse

A l'été 2010, Gault & Frémont a réalisé l'acquisition d'une jeune mais prometteuse entreprise: Bio Food Pack, premier fabricant français de moules de cuisson en papier sulfurisé. Conçus à partir d'un matériau issu d'une matière renouvelable (la cellulose), les moules de la gamme Bio Food Pack sont entièrement biodégradables et compostables.

Cette solution brevetée permet de proposer au marché une alternative aux moules aluminium et une innovation produit permettant d'aller aussi bien au four traditionnel qu'au micro-ondes. Un produit d'avenir, donc, pour Gault & Frémont.

Questions à...



REMI BOITIER,
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE GAULT & FRÉMONT

Comment mobilisez-vous vos équipes sur le Développement durable ?

C'est un enjeu compris de tous et nous avons créé un Comité Développement durable en 2009 pour réfléchir à des sujets fédérateurs. C'est en fait un Comité de Direction élargi pour qu'un maximum de personnes puissent s'approprier le sujet. Sa mobilisation est forte puisque nous avons réalisé 3 journées de séminaire DD pour définir notre vision, notre stratégie et un plan d'action à deux ans. Nous avons d'ailleurs établi une charte qui définit nos objectifs.

Pourquoi avoir adhéré au Pacte Mondial ?

L'adhésion au Pacte Mondial de l'ONU était quelque part naturelle: les 10 principes qui y sont énoncés sont en quelque sorte l'ADN de Gault & Frémont. Devenir signataire, au-delà du discours, permet de réellement concrétiser notre engagement. Je crois que c'est d'ailleurs une grande fierté pour l'ensemble des collaborateurs de notre groupe.

Peut-on dire que le Développement durable a un impact positif sur votre activité ?

On peut même parler d'un impact très positif, à commencer par la vie de l'entreprise: nous avons enregistré une baisse de plus de 50% des accidents du travail, une division par deux de leur gravité et un recul de 25% de l'absentéisme. Mais les conséquences bénéfiques concernent aussi notre activité: grâce à nos certifications Imprim'Vert, PEFC et FSC, nous sommes en mesure de décrocher de nouveaux contrats, notamment auprès de la RHF (restauration hors foyer), comme cela a été le cas avec la Mie Caline qui nous a référencés pour ses 200 points de vente grâce à une nouvelle gamme certifiée PEFC.

Rapport Développement durable

GOUVERNANCE

La gouvernance de Gault & Frémont est organisée autour d'un Conseil de Surveillance composé de 6 membres, qui s'est réuni 5 fois en 2010, d'un Directoire composé de 3 membres et d'un Comité de Direction composé de 8 collaborateurs, qui se réunit une fois par mois. Elle est complétée par des comités opérationnels: Comité sécurité, Comité de vigilance, Comité Marketing/commercial..., ainsi que d'un Comité Développement durable depuis 2009.

En 2010, le Comité de Direction a décidé de formaliser son engagement en matière de responsabilité sociale par **la signature en décembre du Pacte Mondial des Nations Unies**, et par **l'élaboration d'une Charte Développement durable**.



SOCIAL

La politique sociale de Gault & Frémont repose sur un mode de management spécifique: les «**organisations responsabilisantes**», **mises en place à travers le programme PIPAC** (Projet Individuel de Professionnalisation et d'Acquisition des Compétences) depuis 2008. Ces organisations visent à développer les compétences et à responsabiliser les équipes sur des missions complémentaires à leur fonction et leur poste, ainsi qu'à réduire le nombre d'échelons hiérarchiques.

En formant depuis 2 ans plus de 70% de son équipe de production sur la sécurité, Gault & Frémont a réussi à réduire de moitié ses accidents du travail entre 2007 et 2010.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Gault & Frémont a initié en 2010 la **mise en place de la démarche HACCP**. Méthode de management de l'hygiène dans la fabrication d'emballage alimentaire, elle vise à identifier, évaluer et maîtriser les principaux risques au regard de l'hygiène et de la sécurité alimentaires (risques physiques, chimiques et microbiologiques).

ENVIRONNEMENT

Le site de Gault & Frémont est désormais **certifié FSC et PEFC**, ce qui vise à garantir que ses approvisionnements de papier et carton proviennent de bois issus de forêts gérées durablement. L'entreprise a également obtenu la marque Imprim'Vert, qui impose le respect d'un cahier des charges visant à la réduction des impacts environnementaux liés aux activités de l'imprimerie.

La société a par ailleurs fait **l'acquisition de Bio Food Pack, premier fabricant français de moules de cuisson en papier sulfuré**. Conçus à partir d'un matériau issu d'une matière renouvelable (la cellulose), les moules de la gamme Bio Food Pack sont entièrement biodégradables et compostables.

Gault & Frémont a déployé depuis 3 ans un programme de réduction et de traitement des déchets solides, qui a permis une diminution considérable des DIB (Déchets Industriels Banals),

ce qui lui a valu la **nomination dans la catégorie «grandes entreprises» au Trophée des déchets 2010**, organisé par le Syndicat Touraine Propre.

SOCIÉTAL

Gault & Frémont contribue au rapprochement de l'entreprise avec les écoles (visites de l'usine, stages, opération «cartons en fête» de recyclage dans les écoles) et soutient les salariés bénévoles auprès d'associations (don financier à l'association Magie à l'Hôpital).

NOMBRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

2010: 17

2009: 21

2008: 24

2007: 31

- 55%

DÉCHETS DIB (TONNES)

2010: 237

2008: 621

- 62%

CERTIFICATION DU SITE DE GAULT & FRÉMONT



Biotechnologies pour l'insémination artificielle animale



CHIFFRE
D'AFFAIRES **48 M**
euros

IMV TECHNOLOGIES
DATE DE L'INVESTISSEMENT : juin 2007
PARTICIPATION : 11 %
EQUITY / MEZZANINE : 40% / 60%
SIÈGE : L'Aigle
DATE DE CRÉATION : 1963
SITE INTERNET : www.imv-technologies.com

243
salariés

L'année 2010 a confirmé la bonne santé d'IMV Technologies, le leader mondial des biotechnologies pour l'insémination artificielle animale. Avec un chiffre d'affaires en hausse de plus de 7% à 47,6M€, dont plus de 75% hors de France, et une rentabilité elle aussi en nette progression, la société aura donc brillamment traversé la crise. Elle est aidée en cela par son business model, dans lequel près de 80% des revenus sont récurrents car provenant de la vente de consommables.

L'INTERNATIONAL, SOUTENU PAR LES ÉMERGENTS

Une année de nouveau marquée du sceau de l'international, notamment avec le rachat en mars 2010 du distributeur néerlandais Nifa, qui a permis à IMV Technologies de renforcer sa présence sur les marchés allemand et nordique avec un chiffre d'affaires additionnel de 3M€. Comme les années précédentes, la croissance du groupe est principalement venue des pays émergents (Amérique latine, Russie, Chine et Inde), alors que les économies occidentales ont de leur côté connu une progression faible. Deux phénomènes s'opposent sur ces différents marchés : d'un côté (chez les émergents), la consommation de viande et de lait explose, entraînant des besoins accrus de la part des éleveurs ; de l'autre (en Occident), la rentabilité s'effrite, ce qui tend à repousser les investissements.



De gauche à droite: Frédéric Keller, Eric Schmitt, Gilles de Robert et Pascal Lecointe.

Pour IMV Technologies, comme pour beaucoup d'entreprises à vocation internationale, une bascule est donc en train de s'opérer du côté des «Bric», ce qui a d'ailleurs amené le groupe à se renforcer localement avec par exemple le recrutement d'un directeur général pour la Chine. Couronnement de cette volonté exportatrice, la société a décroché deux trophées prestigieux en 2010 : le Prix de l'Ambition, décerné par La Tribune, et le Prix de l'Entrepreneur de l'Ouest 2010 (dans la catégorie Entreprise Internationale), organisé par Ernst & Young.

UNE POLITIQUE D'INNOVATION

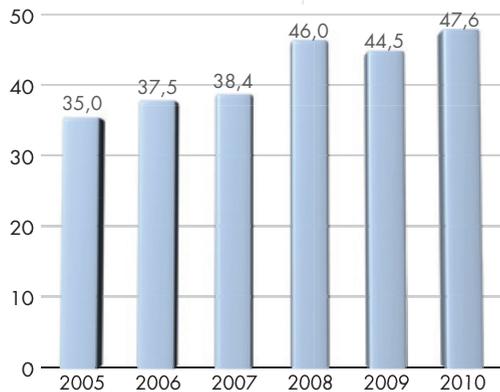
Cette croissance, la société la doit aussi à sa capacité à répondre au mieux à ses marchés. Le leader mondial dans la conception, la fabrication et la distribution de matériel pour l'insémination artificielle animale (portant sur 14 espèces), avec 80% du marché bovin et 30% du marché porcin, est aussi un des champions en matière d'innovation, notamment avec sa célèbre «Paillette Casou». La société a ainsi lancé sur le marché en 2010 la première sonde d'insémination porcine biodégradable, ce qui lui a valu d'obtenir un prix de l'innovation à EuroTier (salon international de référence sur la production animale).

L'équipe R&D d'IMV Technologies travaille par ailleurs sur d'ambitieux projets en matière de biotechnologies, une autre source de croissance visée par la société. Elle étudie ainsi de plus en plus des projets de biologie de la reproduction (l'industrie de l'élevage tendant à s'orienter vers l'analyse de la semence des animaux en amont) et de biobanking. La société a renouvelé ses contrats avec l'Établissement Français du Sang pour équiper des centres de transfusion de ses machines automatiques Diva.

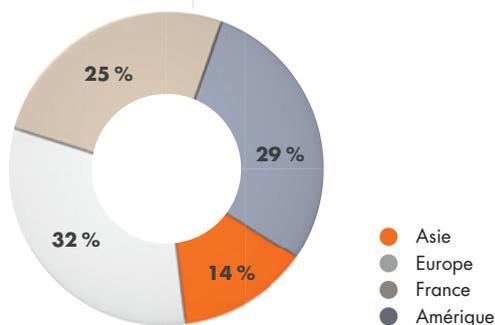
Face à des marchés en croissance régulière mais de plus en plus affectés par les pressions exercées sur les prix, l'entreprise a donc décidé de poursuivre son orientation vers les biotechnologies, la santé humaine et les pays à fort potentiel. Une évolution déjà bien engagée par le groupe et qu'OFI Private Equity Capital va continuer d'accompagner en tant qu'actionnaire minoritaire (à hauteur de 11%) puisque le capital d'IMV Technologies est détenu majoritairement depuis l'automne 2010 par Pragma Capital.

CHIFFRE D'AFFAIRES

en M euros



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE



2010/Le fait marquant de l'année

Optimisation de l'organisation

La mise en service du nouveau siège industriel et social d'IMV Technologies, conçu selon des critères HQE, s'est déroulée comme prévu. Après la fermeture des anciens sites le 29 juillet, le nouveau centre de production était opérationnel à 100% quelques semaines plus tard. Désormais, la production d'IMV est regroupée sur un même lieu, ce qui implique des améliorations en termes d'organisation et de logistique.

Questions à...



Gilles de Robert,
PRÉSIDENT
D'IMV TECHNOLOGIES

Pourquoi avoir créé un Code éthique ?

Nous avons créé ce Code éthique en 2009, diffusé graduellement et signé par les salariés du groupe, car il est essentiel à nos yeux de valoriser au mieux la pratique de notre activité, mais aussi que chacun adhère pleinement à une vision collective et positive de la façon dont nous souhaitons voir se développer notre entreprise et la manière de travailler ensemble.

Quel est l'impact de votre nouvelle usine conçue selon des critères HQE ?

Cette usine est une grande fierté pour le groupe. Au-delà des 14 critères cibles visés dans sa construction, nous avons mis en place des solutions de gestion durable de l'énergie, comme par exemple l'utilisation de chaudières à bois, l'installation de panneaux photovoltaïques sur la toiture... La baisse d'émissions de carbone liée au regroupement de plusieurs sites en un seul est également très importante: auparavant, une multitude de véhicules (voitures, camions...) circulaient entre nos différents sites.

Comment mobilisez-vous vos salariés sur le Développement durable ?

Nous avons différents outils de communication (journal interne, intranet...), mais aussi notre «Green team». C'est une équipe de brainstorming qui concerne tout le monde au sein d'IMV Technologies. Dans chaque service il y a des volontaires, ce qui permet d'avoir une grande diversité d'idées et d'actions. Cela a bien fonctionné dans la première phase que nous avons réalisée avec des actions immédiates et positives, comme par exemple la division par deux de la consommation de papier.

Rapport Développement durable



Nouveau siège social et industriel d'IMV Technologies, conçu selon des critères HQE (L'Aigle, France.)

GOVERNANCE

La gouvernance d'IMV Technologies est organisée autour d'un Conseil de Surveillance composé de 4 membres ainsi que 3 représentants du Comité d'entreprise, qui se réunit 5 fois par an. Le Directoire (4 collaborateurs) se réunit une fois par mois et s'appuie dans sa gestion opérationnelle sur plusieurs comités et réunions, dont un Comité Développement durable: la «Green team».

Une gouvernance opérationnelle régie par un **Code Éthique**, qui a été signé par l'ensemble des cadres de l'entreprise et par **une Charte Développement durable** rédigée en 2010. **La nomination d'un Directeur Qualité et Développement durable** confirme la volonté d'IMV Technologies d'en faire un des axes stratégiques de son développement.

SOCIAL

La politique de ressources humaines d'IMV Technologies repose notamment sur la formation, le développement des compétences et l'évolution des collaborateurs. Une formation «communication et management» auprès de l'ensemble des cadres a permis de développer depuis 3 ans

le travail et la cohésion des équipes pour un management en mode projets instauré par la Direction. L'entreprise poursuit tous les ans un plan de formation sur la santé, la sécurité et les conditions de travail des opérateurs pour optimiser les mesures de prévention ainsi que la pénibilité des postes.

ENVIRONNEMENT

IMV Technologies a inauguré son **nouveau siège industriel et social de 13 500 m² conçu selon des critères HQE**:

- **Ecoconstruction**: bardage bois, structure acier, préservation de mares naturelles.
- **Ecogestion**: gestion durable de l'énergie - chauffage au bois: approvisionnement en filière bois locale, éclairage à basse consommation - zone d'éclairage par sections, toiture en panneaux photovoltaïques, zone traitement des déchets.

- **Confort/Santé**: panneaux micro-perforés pour améliorer l'acoustique et réduire les nuisances sonores, création d'un espace de vie.

La «Green team» a travaillé sur un certain nombre d'actions concrètes visant à réduire l'empreinte environ-

nementale d'IMV Technologies. En témoigne le Projet «**Paperless/Dématérialisation**» lancé depuis 2 ans qui a permis une réduction de 44% de la consommation de papier grâce notamment à la mise en place de l'ERP et à la numérisation progressive de documents administratifs.

Suite au Bilan Carbone® effectué en 2009 (10 000 téq CO₂), **la réalisation d'une étude d'impact carbone sur le fret** (40% des émissions de GES) démontre qu'une démarche de réduction de l'empreinte environnementale pourrait s'associer à une réduction de coût du fret.

IMV Technologies est impliqué dans des projets destinés à promouvoir la biodiversité et contribue à la sauvegarde du patrimoine génétique de nombreuses espèces dont certaines en voie de disparition (loup éthiopien).

SOCIÉTAL

IMV Technologies participe activement à des projets collectifs sur le Développement durable (**membre du groupe de travail «Amélioration 21» pour l'agenda 21 de la Région Basse-Normandie**, Présidence de l'Association entrepreneurs de la zone industrielle aiglonne).

Analyseurs portatifs scientifiques de terrain



CHIFFRE
D'AFFAIRES **12 M**
euros

FONDIS ELECTRONIC
DATE DE L'INVESTISSEMENT : juin 2008
PARTICIPATION : 70 %
EQUITY / MEZZANINE : 63 % / 37 %
SIÈGE : Guyancourt (78)
DATE DE CRÉATION : 1982
SITE INTERNET : www.fondiselectronic.com

43
salariés

Après un exercice 2009 particulièrement affecté par la crise économique et ses conséquences sur le marché immobilier (d'où proviennent plus de 70% de ses revenus), Fondis Electronic a nettement redressé la barre en 2010. Son chiffre d'affaires progresse de plus de 20% à 11,7M€ (après une chute l'année précédente). Son marché principal demeure toutefois affecté. Leader français de la distribution de matériel d'analyse portable, la société a profité pendant une décennie de la croissance de l'immobilier en équipant les professionnels du secteur pour leurs diagnostics (technique, amiante, plomb...), avant qu'ils ne subissent les conséquences de la chute des transactions. Une crise qui n'a pas pour autant ôté à Fondis Electronic la confiance des grands industriels internationaux de matériel de mesure, ses fournisseurs.

CAP SUR LA DIVERSIFICATION

Face à un marché appelé à rester durablement difficile, la société a logiquement décidé de revoir ses perspectives stratégiques. Après avoir surfé sur l'immobilier, activité qui sera maintenue à son meilleur niveau, Fondis Electronic entend désormais mieux diversifier ses univers de commercialisation à travers trois autres grands secteurs : l'environnement, l'industrie et les laboratoires. Des domaines qui sont notamment favorablement tirés



De gauche à droite: Eric Vanbalinghem, Arnaud Cruzat, Jean-Pierre Daverio.

par les conséquences du Grenelle de l'Environnement. Ainsi, la future RT 2012, qui régit les facteurs de consommation d'énergie des bâtiments à construire, devrait-elle être source d'activité - par exemple grâce à des caméras thermiques infrarouges ou des instruments de mesure des fuites sur le bâti.

REBOND DE L'ACTIVITÉ

D'une manière générale, Fondis Electronic entend poursuivre son développement sur les produits portatifs, mais aussi plus globalement élargir sa gamme de produits.

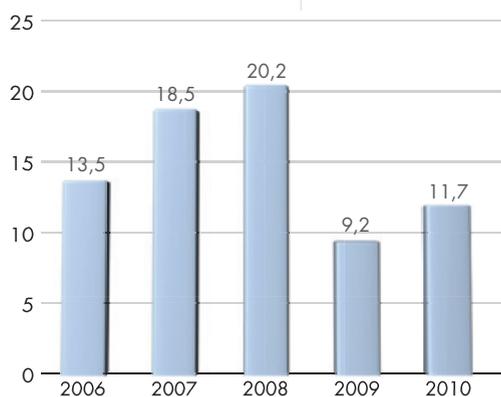
Sur un plan organisationnel, la société Bioritech (spécialisée dans les équipements analytiques pour l'eau et les liquides, qui ouvre un potentiel de développement important en direction des laboratoires publics d'analyse de l'eau ou auprès des clients privés de la chimie, de la pétrochimie...) a été intégrée sur le site de Guyancourt, ses équipes étant rapprochées de celles de Fondis. L'organisation a été resserrée et les activités commerciales placées sous la responsabilité d'un directeur commun. La force de vente a d'ailleurs été redynamisée et réorganisée dans une logique plus offensive de conquête de clients (après avoir bénéficié avec les belles années de l'immobilier

d'une logique d'appels entrants). Les effectifs sont d'ailleurs renforcés dans ce sens: un plan de recrutement de cinq personnes a été lancé fin 2010. Il porte sur trois commerciaux, un technicien et un Responsable marketing.

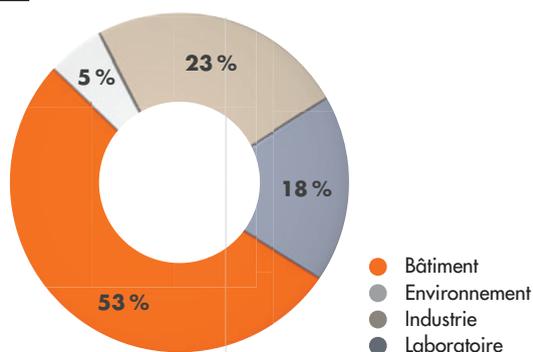
Cette nouvelle stratégie mise en place sous l'impulsion d'OFI Private Equity est portée depuis août 2010 par un nouveau président, Jean-Pierre Daverio. Les premiers effets de ce rebond se sont fait sentir dès la fin du premier trimestre de l'exercice passé et devraient s'intensifier en 2011 et 2012, avec la reprise économique mais aussi grâce au dynamisme retrouvé de l'entreprise qui entend poursuivre avec détermination l'extension de sa gamme de produits et aborder les marchés historiques et en devenir.

CHIFFRE D'AFFAIRES

en M euros



RÉPARTITION DE L'ACTIVITÉ



2010 / Le fait marquant de l'année

Un nouveau président

Président de Fondis Electronic depuis août 2010, Jean-Pierre Daverio (Écoles Polytechnique et des Ponts et Chaussées, Master of Sciences de l'Université de Californie et MBA de l'Insead) est un spécialiste des transformations d'entreprises qui possèdent un fort potentiel de développement. Il débute sa carrière en 1986 chez Air Inter, puis rejoint le cabinet de conseil en stratégie Mercer Management Consulting (désormais Oliver Wyman) en 1992 dont il devient Partner. Après avoir mené des projets entrepreneuriaux d'acquisition de PME en 2004, il devient, en 2005, Directeur Général Adjoint de Penauille Servisair. En 2007, il prend la Direction Générale des Taxis Bleus et la Présidence du centre d'appel Sérénis. Il modernise l'entreprise, lance la marque écologique « Les Taxis Verts » et met en place des services innovants.

Questions à...



Jean-Pierre Daverio,
PRÉSIDENT
DE FONDIS ELECTRONIC

Quelle est votre vision du Développement durable ?

Notre activité est directement liée au Développement durable puisque nos produits permettent notamment de réaliser des diagnostics de performance énergétique. Pour nous, cette implication est quasi obligatoire quand on sait que l'on peut travailler avec des sources potentiellement radioactives. Nous portons donc une attention particulière à la santé et à la sécurité de nos salariés ainsi qu'à la gestion du risque environnemental.

Comment impliquez-vous vos équipes ?

Afin de mieux impliquer chacun dans ces problématiques, nous avons décidé de mettre en place des groupes de travail fin 2010 sur différentes dimensions. Les salariés du groupe s'approprient donc le sujet, ce qui s'est par exemple traduit très vite par une réduction importante du nombre d'impressions et de la consommation de papier. Nous sommes également vigilants sur les déplacements, ce qui est là aussi du ressort de tout un chacun.

Rapport Développement durable

GOUVERNANCE

La gouvernance de Fondis Electronic est organisée autour d'un Conseil de Surveillance composé de 4 membres, qui se réunit une fois par trimestre, d'un Directoire composé de 2 membres et d'un Comité de Direction qui se réunit 2 fois par mois.

En 2010, Fondis Electronic a réorganisé ses pôles d'activités, permettant d'améliorer l'efficacité, de favoriser la communication interne et d'impliquer davantage la Direction dans la gestion commerciale.

La Direction a défini **un projet d'entreprise pour mobiliser les collaborateurs: «Communication, Développement durable et amélioration des conditions de travail»**, qui sera déployé sur 2011.

SOCIAL

La politique de ressources humaines de Fondis Electronic, gérée directement par le Directoire, intègre le système de management de la Qualité encadré par la **certification ISO 9001**.

Les risques spécifiques à l'entreprise en matière de santé/sécurité des salariés sont principalement liés à la gestion de sources radioactives. Fondis Electronic a ainsi mis en place une politique de suivi de la santé des salariés supérieure à la réglementation, en partenariat avec l'IRSN (Institut de Radioprotection et de Santé Nucléaire) et la médecine du travail. Elle effectue des relevés dosimétriques trimestriels grâce à des appareils électroniques portatifs qui mesurent l'exposition de tous les salariés aux sources radioactives.



Le Directeur Technique a suivi une formation spécifique validée par un diplôme de Référent PCR (Personne Compétente en Radioprotection). Il s'assure que l'ensemble des salariés soumis aux sources radioactives ont conscience des dangers et des bonnes pratiques inhérentes.

ENVIRONNEMENT

Fondis Electronic assure la distribution, l'assistance technique et la maintenance d'équipements scientifiques utilisés principalement pour l'analyse et le contrôle environnemental dans l'immobilier (analyseur de plomb, détecteur d'amiante, appareils pour la réalisation de diagnostics de performance énergétique). En tant qu'entreprise engagée dans une démarche de Développement durable, Fondis Electronic étudie avec soin le coût à l'usage et l'impact environnemental de ses produits.

Fondis Electronic traite les déchets issus de sources radioactives et générés par les appareils qu'elle met sur le marché, en conformité avec la réglementation. L'entreprise est proactive car elle récupère également les déchets générés par d'autres émetteurs, en partenariat avec un organisme agréé qui traite les appareils en fin de vie.



CHIFFRE
D'AFFAIRES **55 M**
euros

AXSON TECHNOLOGIES
DATE DE L'INVESTISSEMENT : janvier 2006
PARTICIPATION : 14 %
EQUITY : 100 %
SIÈGE : St-Ouen-l'Aumône (95)
DATE DE CRÉATION : 1938
SITE INTERNET : www.axson.com

311
salariés

« Nos relais de croissance se situent dans les économies émergentes, qui représentent 40% de notre chiffre d'affaires contre 20% il y a cinq ans. Notre principal défi est d'investir massivement sur le terrain pour occuper le marché et ne pas être copié. »

Lionel Puget, Président

*Fabricant de résines
de haute performance
pour applications
technologiques avancées*

Axson
TECHNOLOGIES

Axson Technologies a tiré en 2010 les bénéfices de sa stratégie d'approche globale du marché international de la conception et la fabrication de résines haute performance et matériaux composites pour applications technologiques avancées. Un domaine dans lequel le groupe français est un des leaders mondiaux (avec un chiffre d'affaires de 55,2 M€, en hausse de plus de 10%), que ce soit sur les secteurs de l'aérospatiale, de l'automobile, du bâtiment, des énergies renouvelables, du transport, de la fonderie, des machines-outils ou encore de l'électronique.

Implanté sur la plupart des marchés où se situent ses grands donneurs d'ordres, la production du groupe en local atteint les 90%, une forme d'assurance contre le protectionnisme et les fluctuations monétaires. Une démarche qui, associée à sa volonté de gagner en qualité de production (quatre de ses six usines sont désormais certifiées ISO9001, une dernière est en cours), lui permet désormais de devenir fournisseur global de certains clients internationaux, voire fournisseur de premier rang pour certains donneurs d'ordres.

Pour gérer au mieux son évolution, le groupe a revu son organisation : trois directeurs commerciaux couvrent désormais les trois principales zones géographiques (France-Europe du Sud-Afrique du Nord/Allemagne-Europe centrale-Russie/reste du monde) et un comité stratégique a été mis en place pour accompagner au mieux les investissements et les décisions du groupe. Parmi les actions 2011, on peut citer le démarrage d'une unité de production en Inde, mais aussi le lancement d'une production au Brésil. La Chine, elle (6,5 M€ de chiffre de revenus en 2010), devrait afficher de nouveau une forte croissance pour atteindre +50% sur la période 2008-2011.

Recouvrement de créances civiles

Credirec >>

Dans la continuité des années précédentes, Credirec a bénéficié en 2010 du besoin croissant des banques et établissements de crédit d'externaliser une partie de leur recouvrement à l'amiable de créances civiles. Sont concernés en particulier les recouvrements de crédits à la consommation et automobile.

La société a confirmé son statut de leader dans la gestion pour compte propre, affichant une part de marché de l'ordre de 60%. Le volume de créances cédé par les banques à Credirec s'est révélé inférieur aux années 2008 et 2009, millésimes très favorables en matière de déstockage et liés à la crise. Néanmoins, la société observe que certains acteurs du marché réfléchissent de nouveau à céder leurs créances.

Credirec a par ailleurs mis à profit les conditions de marché favorables de la période pour monter à 100% dans son fonds commun de titrisation (jusqu'à détenu et consolidé à 50%). Ce type de véhicule d'investissement va continuer d'être utilisé comme outil de financement alternatif.

De son côté, dans le prolongement des exercices précédents, la gestion pour compte de tiers (activité dite de «servicing», qui consiste à gérer le recouvrement de créances) est demeurée stable.

Globalement, l'année a été marquée par un bond de la productivité: +20% par personne ! Une progression notamment liée à la grande stabilité des équipes, à la montée en puissance des partenaires externes (comme les huissiers), mais aussi le retour de la spécialisation des collaborateurs par produits. La montée en puissance des créances anciennes de type «perte» a par ailleurs amené Credirec à renforcer son équipe d'enquêteurs.



CHIFFRE
D'AFFAIRES **37 M**
euros

CREDIREC

DATE DE L'INVESTISSEMENT : avril 2006

PARTICIPATION : 10%

EQUITY / MEZZANINE : 39% / 61%

SIÈGE : Paris (75)

DATE DE CRÉATION : 1993

SITE INTERNET : www.credirec.com

250
salariés

« Il y a sur le marché un mouvement d'intensification de l'outsourcing de la gestion de créances dont Credirec, qui est perçu comme l'un des acteurs incontournables du marché, va bénéficier. Nous participons à de plus en plus d'appels d'offres, ce qui nous permet de viser le doublement des acquisitions de portefeuilles dans les 3-4 années à venir. »

Nathalie Lameyre, Président

Distribution de machines d'emballage et conditionnement dans le secteur agroalimentaire

BFR Groupe

CHIFFRE D'AFFAIRES **23 M**
euros

BFR GROUPE
DATE DE L'INVESTISSEMENT : février 2007
PARTICIPATION : 28,3%
EQUITY : 100%
SIÈGE : Evry (91)
DATE DE CRÉATION : 1960
SITE INTERNET : www.bfrgroupe.com

84
salariés

« Nous allons poursuivre le développement de la division industrielle du BFR Groupe avec la construction d'un nouveau bâtiment de 1 400 m² pour Eurocri, ce qui l'aidera dans sa croissance - et par conséquent celle des autres activités du Groupe - en améliorant son organisation et en lui permettant d'élargir la gamme de services auprès de ses clients. »

Antonio Fonseca, Directeur Général

Après une année 2009 difficile pour l'ensemble de son marché et au cours de laquelle le Groupe BFR avait enregistré un recul de ses revenus, l'activité de l'exercice 2010 semble se stabiliser, dans un contexte de fortes contraintes de marché.

Les différentes activités de l'entreprise ont toutefois connu des évolutions contrastées. Ainsi, les pôles distribution de machines d'emballage et conditionnement pour le secteur agroalimentaire (ensacheuse, filmeuse, peseuse, trieuse pondérale, détecteur par rayons X, détecteur de métal...) développés par les filiales Latinpack et Lassoudry ont continué d'être impactés par la crise mondiale.

Un phénomène toutefois compensé par le troisième pôle d'activités du groupe, Eurocri, spécialisé dans la conception et la fabrication de machines de conditionnement sur mesure.

Portée par les besoins croissants d'optimisation et d'automatisation, cette activité (intégralement réalisée en France) a vu son chiffre d'affaires atteindre les 4,5 M€. Le renforcement des synergies entre les trois pôles a par ailleurs permis de développer l'activité de négoce.

Perspectives

L'année 2010 a clairement marqué un tournant pour la plupart des entreprises du portefeuille d'OFI Private Equity Capital: redémarrage pour certaines, stabilisation et développement pour d'autres. La plupart d'entre elles sortent de la crise avec un business model confirmé, des dirigeants motivés et des projets de croissance nombreux.

Qu'il s'agisse de croissance organique (ouverture de points de vente, innovations, déploiement commercial...) ou de croissance externe, les projets ne manquent pas. Début 2011, les entreprises du portefeuille d'OFI Private Equity Capital travaillaient activement sur huit projets d'acquisitions pour se consolider, dont deux en France, trois en Grande-Bretagne, deux en Chine et un aux États-Unis. Comme cela a été le cas les années précédentes, 2011 marque donc une forte inflexion du développement des entreprises du portefeuille à l'international.

Pour OFI Private Equity Capital, après les douze acquisitions menées en 2006-2008, puis la phase de consolidation du portefeuille effectuée en 2009-2010, l'année 2011 devrait marquer le retour à de nouveaux investissements. Ces opportunités de diversifier le patrimoine sont rendues possibles par un contexte économique et transactionnel redevenu favorable. Grâce à la réussite de l'augmentation de capital réalisée à l'été 2010 et à ses 62M€ de trésorerie, OFI Private Equity Capital dispose des moyens d'accompagner solidement les projets de ses entreprises actuelles et à venir.

COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES
PricewaterhouseCoopers Audit
Représenté par Madame Marie-Christine Jetil
Crystal Park – 63 rue de Villiers – 92200 Neuilly sur Seine

Deloitte & Associés
Représenté par Monsieur Jean-Paul Seguret
185 avenue Charles de Gaulle – 92200 Neuilly sur Seine

COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLÉANTS
Monsieur Yves Nicolas
Crystal Park – 63 rue de Villiers – 92200 Neuilly sur Seine

Société BEAS
185 avenue Charles de Gaulle – 92200 Neuilly sur Seine

EXPERT-COMPTABLE
Grant Thornton
100 rue de Courcelles – 75017 Paris

CONSEIL EN COMMUNICATION
Brunswick
10 boulevard Haussmann – 75009 Paris



RCS 642 024 194 Paris

Adresse 12 rue Clément Marot 75008 Paris

Téléphone +33 (0) 1 40 68 60 44

Télécopie +33 (0) 1 40 68 67 91

Site web www.ofi-pecapital.com

Place de cotation Euronext Paris Compartiment C

Code ISIN FR0000038945

Code Reuters OPEC

Code Bloomberg OPEC: FP

Nombre de titres 10 546 509

Flottant 25,5 %

ANALYSTES :

Christophe Brown, Cazenove
Patrick Jousseume, Société Générale
Raphaël Hoffstetter, Oddo.

Conception, coordination, rédaction Capmot
Conception graphique Oxygène Communication
Crédits photos © Christophe Boulze



12 rue Clément Marot 75008 PARIS | Tél. : +33 (0)1 40 68 60 44
www.ofi-pecapital.com